

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ALGÉRIENNE

L'apport technologique russe en appoint

Il est avéré que les relations tant économiques que politiques entre la Russie et l'Algérie, sont marquées du sceau du bénéfice réciproque, dans une logique de partage gagnant-gagnant. Dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, la Russie joue un rôle prépondérant, puisque la société russe Bocard, affiche ses intentions et se dit prête à un transfert de technologie dans le domaine des médicaments.

P 3



P 2

COMMERCE

Recul de l'activité au quatrième trimestre 2022

L'activité commerciale a reculé au quatrième trimestre 2022, a indiqué une enquête de l'Office national des statistiques (ONS). Selon l'enquête, un sondage d'opinion auprès des chefs d'entreprise du secteur du commerce initiée par ses services et couvrant plusieurs domaines non traités par les enquêtes traditionnelles (la main-d'œuvre, la trésorerie, la demande de produits et la distribution), il ressort que l'activité commerciale reste stable au quatrième trimestre 2022.

P 5

TUNISIE-FMI

Les négociations toujours à l'arrêt

Malgré un premier feu vert en octobre dernier, les négociations sont à l'arrêt à cause du refus du président tunisien d'appliquer les mesures demandées par l'institution financière. La dernière fois qu'il a évoqué le FMI, le président Kaïs Saïed a eu des mots cinglants.

P 8

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Plus de 500 morts depuis
le 1er mai

P 2

PÉTROLE

Le Brent à plus
de 84 dollars

P 4

GROUPE DE TRAVAIL III SUR
L'ATTÉNUATION AU GIEC

Noureddine Yassaa
élu vice-président

P 5

KHENCHELA

Saisie de plus de 200.000 comprimés psychotropes

Les éléments de la gendarmerie nationale de la wilaya de Khenchela ont démantelé un réseau spécialisé dans le trafic de stupéfiants dans plusieurs wilayas du pays, avec la saisie de plus de 200.000 comprimés psychotropes, indique samedi un communiqué de ces services.

«Dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, sous toutes ses formes, les éléments de la brigade de recherche de la gendarmerie nationale de Khenchela, a pu, en collaboration avec le groupement régional de la gendarmerie de Béghai, démanteler un dangereux réseau national de trafic de stupéfiants dans plusieurs wilayas du pays», précise la même source, ajoutant que cette opération a permis «l'identification de 4 suspects, avec l'arrestation de 2 d'entre eux, tandis que deux autres sont en état de fuite».

L'opération s'est soldée, ajoute la même source, par «la saisie de 209.955 capsules de psychotropes de type Prégabaline 300mg de fabrication étrangère, et de deux véhicules de tourisme, en sus d'autres saisies en lien avec l'activité criminelle».

«Les opérations de recherche et d'investigation sont toujours en cours pour l'arrestation du reste des membres du réseau», souligne la même source, indiquant qu'après «finalisation des procédures légales, les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes».

ACCIDENTS DE LA ROUTE Plus de 500 morts depuis le 1er mai

Selon un bilan de la Protection civile rendu public ce dimanche, 501 personnes ont péri et 17.415 autres ont été blessées dans des 14.975 accidents de la circulation survenus au niveau national depuis le début du mois de mai 2023. Rien que durant ces dernières 24h, 175 accidents ont été enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays, causant 11 morts et 245 blessés, assure la même source.

CONCOURS NATIONAL "UN ÉTUDIANT-UNE START-UP"

Trois porteurs de projets primés

Trois porteurs de projet ont été primés, samedi à Alger, lors de la cérémonie de clôture de la première édition du concours national "un étudiant-une start-up" (Startupe DZ).

Par R.E.

Sur les 50 porteurs de projets innovants représentant 15 universités, 3 étudiants ont été primés lors de la cérémonie de clôture organisée par la Faculté des Sciences de l'information et de la communication (de l'Université d'Alger 3, à l'initiative de l'Organisation nationale des étudiants libres (ONEL)). Le premier Prix a été remporté par l'Université de Skikda pour son projet "Gasoil 21", suivi par l'Université de M'sila avec un projet d'application médicale

pour le suivi sanitaire des femmes enceintes, tandis que la troisième place est revenue à l'Université de Béchar pour son projet dédié à la valorisation des déchets. A cette occasion, le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur, Said Saghour, a affirmé que cette initiative "s'inscrit dans le cadre de la participation des organisations estudiantines au développement de l'Université et la mise en valeur des talents des étudiants algériens au sein des différentes universités du pays". De son côté, le chef de cabinet au ministère des Moudjahidine

et des Ayants-droit, Hamid Boucharaf, a estimé que le rôle des incubateurs au niveau des universités "consiste essentiellement à mettre en avant les idées novatrices des jeunes", tout en les appelant à suivre le cursus scientifique et technologique, à renoncer à la méthodologie classique et à opter pour l'innovation. Présent à cette cérémonie, le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a fait remarquer que ce concours "traduit les nouvelles orientations de l'Algérie nouvelle qui encourage le recours à l'élément humain dans

le transfert scientifique et technologique", soulignant que "la promotion de l'esprit entrepreneurial chez les étudiants est l'une des mesures audacieuses prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Par ailleurs, les participants à cette rencontre ont relevé l'importance de "redonner confiance aux jeunes à travers les différentes universités du pays", plaidant pour "la conjugaison des efforts pour permettre aux jeunes de contribuer à la création de la richesse".

MÉDICAMENTS

Réception des premiers lots d'AVK

Le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique a annoncé, la réception samedi, des premiers lots des anti-vitamines K (AVK), comprenant 65.000 boîtes, affirmant que d'autres quantités, estimées à plus de 300.000 boîtes, seront réceptionnées dans les jours à venir.

"Le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique annonce la réception, ce samedi 29 juillet 2023, des premiers lots d'anti-vitamine K acénocoumarol (Novarol, générique SINTROM), comprenant 65.000 boîtes, en provenance d'Italie via un vol de la compagnie nationale Air Algérie", a-t-on expliqué dans un communiqué.

A cet effet, le ministère a souligné que "l'opération de distribution débutera demain, dimanche 30 juillet", sous la supervision de ses services compétents, afin de "s'assurer de leur répartition équitable et

de la disponibilité de ce médicament sur l'ensemble du territoire national".

Par ailleurs, la même source a affirmé que "d'autres quantités, estimées à plus de 300.000 boîtes, seront réceptionnées dans les prochains jours par voie maritime toujours en provenance d'Italie".

Le ministère a, en outre, rappelé que "la problématique de disponibilité de l'acénocoumarol (SINTROM, NOVAROL) est due à des facteurs exogènes, et les services compétents du ministère ont pris toutes les dispositions nécessaires visant la diversification des sources d'approvisionnement par l'enregistrement d'autres AVK et la domiciliation de fabrication locale de l'acénocoumarol afin d'éviter les situations monopolistiques et de garantir la disponibilité continue, ainsi qu'une meilleure prise en charge des malades".

PRÉVU DU 31 AOÛT AU 2 SEPTEMBRE À ANNABA

Salon International de la Nutrition et de l'Industrie Agroalimentaire

Sous le haut patronage du wali, Annaba accueillera du 31 août au 2 septembre, à l'hôtel Sheraton, la première édition du Salon International de la Nutrition et de l'Industrie Agroalimentaire (SINIO). Ce dernier est organisé par l'Agence de communication globale «Tinha Media & Events», en coordination avec la chambre de commerce et d'industrie Seybouse, ainsi que l'Agence de communication de SINIO. Il portera sur le thème : «Souveraineté alimentaire et commerce interafricain de produits agroalimentaires». Cette première édition vise, selon ses organisateurs, à rassembler les professionnels de la filière agricole tels que les agriculteurs, les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les restaurateurs. Elle sera également ouverte aux consommateurs désireux de découvrir les dernières tendances en matière d'alimentation et de nutrition. Les étudiants, les enseignants et les chercheurs intéressés par les avancées dans le domaine de la nutrition et de l'industrie agroalimentaire pourront également y participer. Plusieurs acteurs seront présents lors de ce salon, notamment des entreprises agroalimentaires produisant des aliments et des boissons, des agriculteurs, des producteurs, des transformateurs, des fabricants d'équipements et de technologies liés au secteur, ainsi que des instituts, établissements d'enseignement et autres professionnels du domaine. Les participants auront l'opportunité de présenter les dernières techniques corporelles et

énergétiques, les produits naturels et biologiques, les compléments alimentaires, les équipements et autres innovations utilisées dans le domaine agroalimentaire. L'événement sera l'occasion pour les acteurs du secteur de rencontrer des partenaires commerciaux potentiels, d'échanger des idées, de partager des expériences et de promouvoir leurs produits. Il permettra également aux visiteurs de rencontrer des experts en nutrition, de bénéficier de conseils nutritionnels et de se renseigner à la fois sur les dernières tendances et innovations dans le domaine de la nutrition. Le salon comprendra un programme riche en

conférences, ateliers et démonstrations animés par des experts, abordant plusieurs thématiques. Parmi ces dernières figurent les tendances de consommation, les innovations technologiques, la sécurité alimentaire, la nutrition, la formation, la recherche et le commerce intra-africain de produits agroalimentaires. Pour plus d'informations, les organisateurs invitent les acteurs concernés à les contacter à travers leurs coordonnées affichées sur le site Internet : «www.sinian-naba.com».

Synthèse S.T.

PORT D'ALGER

Saisie de 35,9 kg de cocaïne à bord d'un navire étranger

Les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Alger ont découvert, vendredi soir, près de 36 kilos de cocaïne, dissimulés au niveau d'un navire étranger qui avait accosté au port d'Alger. Une enquête a été ouverte pour élucider cette affaire.

«Les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Alger ont découvert vendredi soir à (23h00) 35,9 kg de cocaïne qui étaient dissimulés au niveau d'un navire étranger qui avait accosté au port d'Alger», indique, samedi, un communiqué de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN).

«L'opération a eu lieu suite à des informations survenues aux services de la sûreté nationale et après des fouilles minutieuses au niveau du navire en question en collaboration avec les services des garde-côtes, ils ont découvert et confisqué cette quantité de cocaïne», poursuit le communiqué, précisant qu'une enquête a été ouverte pour élucider cette affaire.

Quotidien économique

Les Enjeux

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ALGÉRIENNE

L'apport technologique russe en appoint

Il est avéré que les relations tant économiques que politiques entre la Russie et l'Algérie, sont marquées du sceau du bénéfice réciproque, dans une logique de partage gagnant-gagnant. Dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, la Russie joue un rôle prépondérant, puisque la société russe Biocad, affiche ses intentions et se dit prête à un transfert de technologie dans le domaine des médicaments.

Par Réda Hadi

Le patron de la société biotechnologie russe Biocad, a affirmé dans la dernière édition de la revue de Sputnik que le transfert de technologies pour localiser la production de médicaments devient une tendance mondiale. Cela ne l'empêche pas de livrer "gratuitement une quantité considérable de médicaments" à l'Algérie en parlant de sa société. Il faut savoir que la société biotechnologie russe Biocad a annoncé à la mi-juillet le transfert au groupe pharmaceutique algérien Sidal de technologies de production d'anticancéreux. Le président de son conseil d'administration Dmitri Morozov a révélé les avantages de tels échanges. Selon lui, le transfert des technologies est une question relevant une importance capitale pour l'Algérie, qui perfectionne son système de santé. «À l'heure actuelle c'est une tendance mondiale qui consiste à fabriquer des médicaments sur le territoire national, en coopération», a-t-il déclaré en marge du Sommet Russie-Afrique. Le modèle mondialiste ne fonctionne plus. Biocad créera, de fait, une plateforme technologique qui permettra d'effectuer sur le territoire algérien des opérations connectées avec ses propres installations. "Le modèle de mondialisation dans lequel une usine immense provi-

sionne le monde entier ne fonctionnera plus. Nous avons compris que l'avenir appartenait à des lignes technologiques mobiles et maniables qui pourraient être localisées dans tel ou tel pays pour produire des médicaments", signale M. Morozov. Sa société est parvenue à mettre au point des approches permettant d'avoir de telles lignes technologiques et elle offre certaines de ses technologies aux partenaires algériens. Livraisons gratuites. Cependant, pour qu'un partenaire ait envie de se doter d'une technologie, il doit tester un médicament et voir les résultats de son utilisation. L'entreprise livrera gratuitement une quantité considérable de médicaments "pour que les médecins algériens puissent essayer de les utiliser pour traiter des cancers", explique Dmitri Morozov. «Nous les livrerons gratuitement sur la base humanitaire et les médecins auront accès à ces anticancéreux. J'estime que ces livraisons humanitaires représentent une fonction intéressante dont peuvent se charger les sociétés pharmaceutiques», a-t-il ajouté, en affirmant que : «Parallèlement nos partenaires produiront ce médicament en Algérie et les médecins l'utiliseront dans leur pratique quotidienne». Selon Alexei Torgov, directeur général adjoint en charge de la communication chez Biocad, cité par la même source, trois produits, à savoir le bevacizumab, le darbépéotine et l'écumizu-

mab, seront conditionnés secondairement par Sidal. Deux autres médicaments, le rituximab et le bevacizumab, bénéficieront du transfert technologique de la production à partir d'une solution biologique (conditionnement primaire), suivi de la fabrication des premiers lots. Cette technologie sera ensuite utilisée pour la production future de ces cinq médicaments. Le partenariat entre Sidal et Biocad a été établi en 2022, et actuellement, Sidal effectue déjà le conditionnement de deux médicaments, le rituximab et le trastuzumab, grâce au transfert technologique. En 2023, les expéditions de Biocad vers Sidal devraient dépasser les 13 millions de dollars, augmentant ainsi le volume des échanges entre les deux groupes. Ce transfert de technologie, est issu notamment des examens des projets de partenariat dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, qui ont eu lieu en décembre 2022. En effet, en ce décembre 2022 ; le ministre en charge de ce secteur, a reçu l'ambassadeur de Russie en Algérie, Valerian Shuvaev, avec lequel il a passé en revue les projets de partenariat dans le domaine de l'industrie pharmaceutique en vue de leur finalisation. Les deux parties ont également évoqué le projet de memorandum d'entente entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et l'Institut d'Etat des médicaments et de bonnes pratiques de la Fédération de Russie.

AVEC 25,2 MILLIARDS DE DA DE REVENUS

Djezzy réalise une croissance exceptionnelle

Djezzy a annoncé ses résultats d'exploitation opérationnels comptant pour le deuxième trimestre 2023 ponctués par une croissance exceptionnelle du chiffre d'affaires, une année après le rachat par le Fonds National d'Investissement de la quasi-totalité des actions de l'entreprise et la mise en place d'une nouvelle équipe totalement algérienne. En effet, au deuxième trimestre 2023, Djezzy a enregistré 25,2 milliards de dinars de revenus en hausse de 11 % par rapport à la même période en 2022 et en augmentation de 5,5 % par rapport au 1er trimestre de l'année en cours. Cette performance remarquable, jamais réalisée durant la dernière décennie, est le fruit de l'engagement de l'actionnaire aux côtés de l'équipe de Direction et le renforcement de l'esprit d'appartenance de l'ensemble des employés pour la réalisation des objectifs tracés par l'entreprise. La base client a également connu une augmentation annuelle de 4,2 % en s'établissant à 15 millions de clients. Ce qui témoigne de la confiance qu'accorde les algériens aux services et les offres commerciales ainsi qu'au réseau 3G/4G dont le taux de couverture ne cesse d'évoluer d'année en année. En témoigne aussi l'évolution de l'usage de la Data de plus de 30 % soulignant ainsi la qualité du débit et de la connectivité du réseau internet de Djezzy. Au deuxième trimestre 2023, l'EBIDTA s'est établie à 11,5 milliards de dinars en hausse annuelle de 13,1 % par rapport au deuxième trimestre de l'année 2022 confirmant la bonne performance de l'entreprise tant en termes de croissance des revenus que de strict contrôle des dépenses opérationnelles. Les investissements ont atteint 6,4 milliards de dinars au deuxième trimestre 2023 totalisant 13,9 milliards de dinars depuis le début de l'année 2023. Ce qui a permis de renforcer l'infrastructure réseau et d'étendre la couverture 4G qui a atteint un taux de 82,9 % gagnant plus de 10 points par rapport à la même période en 2022. Les investissements ont également permis d'étendre le réseau commercial à travers l'ouverture de nouvelles boutiques dans les wilayas du sud dont les inaugurations ont coïncidé avec la célébration de la fête de l'indépendance et de la jeunesse en présence des représentants du FNI et des autorités locales de Timimoun, d'El M'Ghair, de Menea, de Ouled Djellal, de Beni Abbès, d'In-Guezzam, de Bordj-Badji-Mokhtar, d'In-Salah, de Djanet et d'Illizi.

Synthèse R.E.

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Adoption du plan d'action 2023-2026

Les travaux du 2e Sommet Russie-Afrique et de son Forum économique et humanitaire, clôturés vendredi soir à Saint-Petersbourg (Russie), ont été sanctionnés par l'adoption du plan d'action 2023-2026, visant essentiellement à renforcer une coopération "mutuellement bénéfique" dans plusieurs domaines. Le document du plan d'action issu de ce Sommet (27-28 juillet), auquel a pris part le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, en tant que représentant du président de la République tend à "mettre en œuvre une coopération mutuellement bénéfique" entre la Russie et les Etats africains, en définissant les priorités et les mesures nécessaires afin d'exploiter les potentialités du partenariat dans les domaines d'intérêt commun, compte tenu de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), qui est un cadre d'orientation pour l'unification de l'Afrique et la mobilisation de ses efforts et de ses richesses en vue de réaliser un développement global et durable. En vertu de ce plan, la Russie et les Etats africains ont convenu de renforcer le dialogue et la coopération dans plusieurs domaines notamment la politique, la sécurité, l'économie et les affaires humanitaires, "pour la réalisation de la prospérité et la préservation des intérêts mutuels". Le document met l'accent sur la convergence des vues de la Russie et de l'Afrique autour de l'importance de "préserver le rôle central de l'UA dans la structure régionale, pour le renforcement de la paix, de la stabilité et de la croissance globale dans le continent africain". S'agissant de la coopération économique, il sera procédé à la définition des secteurs économiques en Russie et dans les Etats africains afin de mettre en œuvre les mesures d'appui des échanges commerciaux, avec la mise en place de plans d'action et de feuilles de route inclusives pour le renforcement de la coopération commerciale et l'investissement, outre l'élargissement de la coopération entre les chambres de commerce et d'industrie et les conseils d'affaires russo-africains. Le plan prévoit aussi la nécessité pour la Russie et les Etats africains de traiter en monnaies nationales, tout en dévelop-

pant des relations interbancaires. Les deux parties s'emploieront également à développer les PME et à encourager leur participation aux expositions et événements commerciaux, à promouvoir le rôle des femmes dans l'économie et à soutenir les femmes entrepreneurs. Dans le cadre de ce plan, elles ne ménageront aucun effort en vue d'intensifier la coopération entre les autorités fiscales et les douanes russes et africaines. L'accent a été mis sur la coopération pour placer la sécurité alimentaire mondiale en tête de l'agenda multilatéral, outre le traitement des causes profondes de l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays africains en voie de développement. Dans le domaine de l'énergie, la Russie et les pays africains œuvreront au développement, à la production et à l'utilisation de toutes les sources d'énergie, y compris les énergies renouvelables et alternatives, l'énergie nucléaire civile et l'hydroélectricité.

Coopérer pour lutter contre la culture et le trafic des drogues

Le secrétariat du Forum de partenariat russo-africain au ministère russe des Affaires étrangères, chargé de la coordination de la mise en œuvre du plan d'action, veillera au développement de la coopération dans le domaine de l'industrie et de l'extraction des ressources minérales et des métaux rares, tout en facilitant la réalisation de projets de modernisation des infrastructures industrielles des pays africains et l'élargissement de la coopération industrielle dans le domaine de la technologie de pointe. D'autre part, le même plan prévoit le renforcement de la coopération dans le secteur des transports et la facilitation des négociations entre les représentants des compagnies aériennes russes et africaines en vue de développer les services directs aux voyageurs. Au volet Santé, il est prévu de consolider le dialogue entre les agences spécialisées en charge de la santé publique et de la prévention des maladies infectieuses, en sus de l'échange des

expertises et le développement de vaccins pour une meilleure riposte aux éventuelles épidémies. Le document prévoit en outre le renforcement de la coopération dans les domaines de la protection de l'environnement, des TIC, de la recherche scientifique et technologique, de l'éducation, de la culture, de l'information et des sports. Quant à la coopération politique et sécuritaire, il sera question d'établir une interaction de haut niveau, de promouvoir le dialogue constructif au sein des mécanismes russo-africains à différents niveaux concernant un large éventail de questions stratégiques, politiques et économiques d'intérêt commun. Il sera également question d'élargir le cadre juridique de coopération entre la Russie et les organisations régionales leaders en Afrique à l'instar de l'Union du Maghreb arabe (UMA), et d'intensifier la coopération parlementaire et entre les parties politiques. Le document met en avant l'importance de la coopération durant la période 2023-2026 autour des questions relatives à la facilitation des conditions de voyage pour les citoyens russes et africains. Dans le même cadre, le plan souligne la nécessité d'intensifier les contacts entre les représentants de haut niveau quant aux questions sécuritaires, l'objectif étant l'échange d'informations et d'expertises sécuritaires internationales, la poursuite de la coopération en matière de lutte contre la culture, la production et le trafic de drogues, ainsi que les crimes y afférents, tout en empêchant l'exploitation d'organisations caritatives à but non-lucratif dans le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il sera procédé à "une révision régulière" de la mise en œuvre du plan d'action dans le cadre des mécanismes de dialogue entre la Russie et l'Afrique, selon la même source qui fait état de la mise en place de feuilles de route et de projets bilatéraux et multilatéraux d'intérêt commun en vue de leur exécution. Placé sous le thème "Pour la paix, la sécurité et le développement", le Sommet s'est déroulé en présence de représentants de 49 pays africains dont 17 chefs d'Etat.

ENERGIE

Le GECF et l'OLADE signent un protocole d'accord

Dans le cadre de la promotion d'une intégration énergétique, la République bolivarienne du Venezuela, en sa qualité de présidente pro-tempore de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (Olade), a abrité la signature d'un protocole d'accord entre cette organisation et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). Le protocole a été signé par l'Algérien, Mohamed Hamel, Secrétaire général du GECF, et le chilien, Andrés Rebollo Smitmans, Secrétaire exécutif d'Olade, sous l'égide des ministres vénézuéliens du Pétrole, Pedro Rafael Tellechea, et des Affaires étrangères, Yván Gil. Le document pose les bases d'une coopération conjointe dans le domaine des hydrocarbures, entre les deux organisations pour l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques, ainsi que d'autres aspects d'intérêt mutuel. Il permettra également une utilisation plus efficace et responsable des ressources naturelles, favorisant la fermeté, la stabilité et l'équilibre sur les différents marchés de l'énergie dans le monde.

« Avec ce document, les deux organisations ont renforcé leurs liens de fraternité pour étayer une coopération solide qui détermine la croissance soutenue des deux organisations, dans le but de consolider les actions conjointes en matière énergétique », a déclaré Pedro Rafael Tellechea. Tandis que Mohamed Hamel a souligné l'importance du rôle que le Venezuela a joué sous la direction du Président Nicolás Maduro au sein de cette organisation, et permettant la signature de ce mémorandum. « Nous avons détecté d'importants domaines de coopération dans le secteur du gaz naturel, une source d'énergie d'une grande importance dans le présent et pour l'avenir », a-t-il souligné.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 84 dollars

Les cours du pétrole reprenaient leur souffle. Ce dimanche, le prix du Brent est de 84,29 dollars, indique le site spécialisé «Prix du baril». Ils (les prix du pétrole) ont signé leur sixième séance de hausse en sept journées de cotation, stimulés par les limitations de l'offre alors que l'économie américaine présente un visage plus séduisant que prévu

Par Slimane T/Agence

« Les réductions de l'offre annoncées par l'Arabie saoudite, ainsi que les exportations réduites de la Russie, ont eu l'effet escompté, à savoir une hausse des prix de référence », commente Han Tan, analyste chez Exinity. Les cours du brut ont aussi bénéficié des « paris selon lesquels la Fed a presque terminé le cycle actuel de hausse des taux, ainsi que des chances croissantes d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine », poursuit-il. Mercredi, la Réserve fédérale américaine a en effet relevé son principal taux directeur d'un quart de point de pourcentage, mais les responsables de l'institution n'ont pas indiqué s'ils pen-

saient les remonter encore dans les mois à venir. Et la croissance des Etats-Unis a déjoué les pronostics pessimistes, accélérant au deuxième trimestre. De mai à juin, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) s'est établie à 2,4% en rythme annuel, contre 2,0% au premier trimestre, selon les chiffres publiés jeudi. Si les économistes restent encore divisés, la première économie mondiale pourrait échapper à la récession cette année. Si la récente hausse des prix semble avoir entraîné un repli technique, les cours pourraient repartir en hausse début août, le marché attendant l'annonce d'une éventuelle prolongation des réductions de production de l'Arabie saoudite. "Si c'est le cas, le marché pétrolier serait encore plus sous-approvisionné au troisième trimestre, ce

qui donnerait un nouveau coup de pouce aux prix du pétrole", insiste Carsten Fritsch, de Commerzbank. Il est à rappeler que plusieurs producteurs d'or noir ont adopté une position agressive pour faire monter les cours ces dernières semaines, à commencer par l'Arabie saoudite. Riyad a ainsi décidé de baisser sa production d'un million de barils par jour en juillet, pour faire pression sur les cours. Moscou et Alger ont eu la même démarche. Le petit jeu saoudien a d'ailleurs provoqué la colère de l'autre côté de l'Atlantique. En octobre, Joe Biden avait déjà averti Riyad qu'une baisse de la production aurait des "conséquences". Le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, a pour sa part menacé les Etats-Unis d'une crise économique « majeure » s'ils ripostaient.

L'Europe qui s'est privée des apports russes semble une fois de plus le dindon de la farce, permettant à Riyad d'actionner ce levier sur les prix, comme le rapportait récemment Bloomberg. Cette baisse de la production, conjuguée à la demande asiatique, pourrait bien continuer à porter le pétrole vers les sommets en fin d'année. Certains analystes voient désormais le baril passer la barre de 100 dollars au second semestre 2023. « Nous pensons que nous terminerons 2023 avec des stocks au plus bas depuis 8 à 10 ans, et ces niveaux de stocks suggèrent un prix du pétrole significativement plus élevé qu'à la mi-juillet. Nous sommes dans un marché haussier pluriannuel pour le pétrole », explique ainsi à la RTBF Eric Nuttall, gestionnaire de fonds chez Ninepoint Partners.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

La production mondiale de charbon a atteint un nouveau pic historique en 2022

En 2022, c'est le charbon qui a représenté la plus grosse part des revenus cumulés des 40 plus grandes compagnies minières au monde, une première en 13 ans. Cette performance a été rendue possible par une hausse des prix du combustible fossile, mais également de la production minière. La production mondiale de charbon a augmenté de 8 % en glissement annuel pour atteindre 8,6 milliards de tonnes en 2022. Il s'agit d'un nouveau pic historique selon le Coal Market Update publié le 27 juillet par l'Agence

internationale de l'énergie (AIE). Cette croissance de la production est portée principalement par la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Dans l'Union européenne, notons que la production de charbon a augmenté pour la deuxième année consécutive, atteignant 349 millions de tonnes, soit une hausse de 5 % par rapport à 2021. La Russie a enregistré de son côté une production stable (-0,2 % par rapport à 2021) à 442 millions de tonnes, quand la production aux États-Unis a augmenté de 3 % à 542 millions de tonnes. En Afrique du Sud, premier produc-

teur du continent, la baisse de la consommation intérieure et les perturbations ferroviaires ont limité la performance des mines en 2022. La production de charbon n'y a en effet progressé que de 0,5 % en glissement annuel, et devrait même diminuer en 2023. Selon les prévisions de l'AIE, la nation arc-en-ciel produira seulement 220 millions de tonnes de charbon en 2023, soit une baisse de 4,2 % en glissement annuel.

R. I.

ENERGIE ET MINES

Arkab reçoit des députés de l'APN de la wilaya de Laghouat

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, dimanche à Alger, des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la circonscription électorale de la wilaya de Laghouat, avec lesquels il a passé

en revue les préoccupations des citoyens de cette wilaya notamment le raccordement énergétique de certaines régions, indique un communiqué du ministère. Il s'agit des députés Messas Messaoud et Khelifa Benslimane de la circonscription électorale de la wilaya de Laghouat. L'audience qui s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres avec les représentants du peuple, s'est tenue au siège du ministère en présence d'un nombre de ses cadres, précise le communiqué. Les députés ont, à cette occasion, soulevé plusieurs préoccupations des citoyens de la wilaya de Laghouat relatives aux domaines de l'énergie et des mines, notamment le raccordement de certaines régions

à l'électricité et au gaz, ajoute la même source. Les dossiers relatifs aux projets énergétiques dans la wilaya notamment ceux liés aux énergies renouvelables et de l'investissement social des entreprises du secteur, outre l'approvisionnement des clubs sportifs, ont été discutés. Dans ce cadre, M. Arkab a souligné qu'il prendra en considération "toutes les questions et propositions qui seront examinées avant de prendre les mesures nécessaires". Le ministre a également souligné que la wilaya de Laghouat est l'une des wilayas ayant un important taux de raccordement au gaz, soit 83%, et à l'électricité (97%).

HYDROCARBURES

Chute de 56% du bénéfice net du groupe américain ExxonMobil

Le groupe américain du pétrole et du gaz ExxonMobil a annoncé vendredi dernier une chute de 56% de son bénéfice net à 7,9 milliards de dollars au deuxième trimestre, du fait de la baisse des cours du gaz et d'une contraction des marges dans le raffinage. Le chiffre d'affaires a également fondu, pour s'établir à 82,91 milliards de dollars entre avril et juin, contre 115,68 milliards sur la même période de 2022. Rapporté par action et hors éléments exceptionnels - donnée de référence pour les analystes -, le bénéfice net ressort à 1,94 dollar contre 4,21 dollars un an plus tôt. C'est inférieur aux attentes des analystes pour cette ligne des comptes (2,01 dollars escomptés), mais le chiffre d'affaires est meilleur qu'attendu. « Le travail que nous avons effectué pour améliorer notre rentabilité sous-jacente transparaît dans nos résultats du deuxième trimestre, qui ont doublé par rapport à ce que nous avions gagné dans un environnement de prix des matières premières comparable il y a cinq ans », a commenté Darren Woods, patron du groupe, cité dans un communiqué. ExxonMobil, à l'instar de ses concurrents, avait réalisé en 2022 des bénéfices « record » grâce au bond du cours des hydrocarbures lié à la reprise de la demande. Les cours du pétrole américain ont atteint il y a une semaine leur plus haut niveau en clôture depuis trois mois, sur fond d'engagements de l'Arabie saoudite et de la Russie à réduire leurs volumes. Mais, a souligné ExxonMobil, un repli du cours du gaz naturel (-40% d'après lui) et des marges inférieures dans l'activité de raffinage ont « négativement affecté les résultats » au deuxième trimestre, à hauteur de près de 4 milliards de dollars. Toutefois, le groupe a précisé rester sur « la bonne voie » pour atteindre son objectif d'économies de 9 milliards de dollars d'ici fin 2023, par rapport à 2019. Il en a déjà réalisé 8,3 milliards.

Agence

COMMERCE

Recul de l'activité au quatrième trimestre 2022

L'activité commerciale a reculé au quatrième trimestre 2022, a indiqué une enquête de l'Office national des statistiques (ONS). Selon l'enquête, un sondage d'opinion auprès des chefs d'entreprise du secteur du commerce initiée par ses services et couvrant plusieurs domaines non traités par les enquêtes traditionnelles (la main-d'œuvre, la trésorerie, la demande de produits et la distribution), il ressort l'activité commerciale reste stable au quatrième trimestre 2022.

Par Sirine R.

Par contre, elle a reculé selon les commerçants détaillants, notamment ceux de la droguerie, quincaillerie, appareils électro ménagers et parfumerie (D.Q.A.E.M.P.) ainsi que ceux des machines et matériels d'équipements. Il est à noter que l'activité commerciale a connu un net recul également durant le troisième trimestre de 2022. Ceci dit que la situation s'est dégradée davantage durant le dernier trimestre de 2022.

Parmi les contraintes relevées par les commerçants enquêtés figurent la lenteur dans les délais d'approvisionnement, l'éloignement des sources d'approvisionnement ainsi que les formalités d'acquisition des marchandises trop longues. Des contraintes ayant conduit à des ruptures de stocks dont notamment, ceux des (D.Q.A.E.M.P.) et des machines et matériels d'équipements.

La majorité des enquêtés grossistes s'est approvisionnée auprès du secteur public et privé à la fois, contrairement à la plupart des détaillants enquêtés qui se sont approvisionnés plus auprès du secteur privé.

Près de 10% de grossistes et plus de 25% des détaillants ayant répondu à l'enquête jugent les prix d'acquisition des produits plus élevés comparativement à ceux du trimestre précédent, dont ceux de la matière première et des demi-produits, de la (D.Q.A.E.M.P.), ainsi que ceux des machines et matériels d'équipements. La plupart des commerçants, ayant répondu à l'enquête, ajoute la même source, achète ses marchandises en première main.

Le taux de satisfaction des commandes en produits est supérieur à 50% par rapport aux besoins exprimés selon plus de la moitié des grossistes et détaillants enquêtés, notamment



ceux des combustibles et lubrifiants, de l'agro-alimentaire et des textiles.

Par ailleurs, la plupart des commerçants est satisfaite de la qualité et du conditionnement du produit.

Quant à l'aspect de la demande et la distribution, la demande en produits commercialisés a baissé durant cette même période, selon l'opinion des commerçants grossistes ayant répondu à l'enquête. Et, elle (la demande) est restée stable selon ceux des détaillants.

Plus de 9% de commerçants grossistes et près de 15% des détaillants enquêtés jugent les prix de vente plus élevés comparativement à ceux inscrits au trimestre précédent, notamment ceux de la matière première et demi-produits, de la (D.Q.A.E.M.P.) et des Textiles. Près de

78% des grossistes et près de 60% des détaillants ayant répondu à l'enquête, disposent de leur propre moyen de transport.

Concernant l'état de la trésorerie, elle est jugée normale selon la plupart des grossistes et de près de 70% des détaillants ayant répondu à l'enquête. En effet, plus de 35% de grossistes et près de 39% des détaillants ont recouru à des crédits bancaires et la plupart n'a pas eu de difficultés à les contracter.

Enfin, pour le prochain trimestre et comparativement au précédent, les commerçants grossistes prévoient une baisse de l'activité, tandis que les commerçants détaillants déclarent une stabilité. Par ailleurs, les deux types de commerçants enquêtés présagent une hausse des prix de ventes pour le prochain trimestre.

GROUPE DE TRAVAIL III SUR L'ATTÉNUATION AU GIEC

Nouredine Yassaa élu vice-président

Le Professeur Nouredine Yassaa a été élu avec une large majorité par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), au poste de vice-président du Groupe de travail III sur l'atténuation, à Nairobi (Kenya).

Cette élection a eu lieu lors du premier tour de vote qui s'est tenu du 25 au 28 juillet à l'occasion de la 59e session du GIEC, une entité scientifique des Nations unies qui évalue l'état des connaissances et des données scientifiques sur l'évolution du climat et fournit les différents scénarios et stratégies d'adaptation et d'atténuation pour limiter l'impact négatif des changements climatiques.

En tant que membre du Bureau de cet important organe de l'ONU, le Pr Yassaa contribuera à la définition et à l'élaboration des évaluations du GIEC durant son septième cycle afin d'informer et de guider les décideurs sur les solutions à même de soutenir l'action mondiale en matière de lutte contre les effets négatifs des changements climatiques.

L'Algérie, à travers cette réélection, prendra pleinement part à la mobilisation de l'expertise scientifique internationale sur la question de l'atténuation et dans la prise en compte des préoccupations des pays en développement concernant la nécessité d'une transition juste et équitable vers un modèle économique sobre en carbone qui tient compte des circonstances nationales et des capacités respectives des pays, à un moment critique où la communauté mondiale intensifie ses efforts pour lutter contre le changement climatique. Pr Yassaa occupe actuellement le poste de Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, organe national mandaté pour analyser et aider à la conception des politiques publiques ayant trait au domaine de la transition énergétique.

ILLIZI/ FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 1800 nouveaux postes retenus pour la session de septembre

Plus de 1.800 nouveaux postes de formation tous modes de formation confondus, seront ouverts à travers les établissements de formation dans la wilaya d'Illizi au titre de la prochaine rentrée professionnelle (septembre 2023), ont indiqué dimanche les responsables de la Direction de la Formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

De nouvelles spécialités seront également ouvertes en mode de formation qualifiante au profit des bénéficiaires de l'allocation chômage, a ajouté le même responsable.

Les offres de formation ont été retenues en fonction des besoins de la région, et après la tenue d'une série de rencontres avec les partenaires économiques activant dans la région, et aussi l'adoption d'une vision prospective pour le développement de l'économie de la wilaya, dans notamment les secteurs de l'Agriculture, du Tourisme, et de l'Artisanat, a-t-il expliqué. Le secteur continue de conclure des conventions avec des opérateurs économiques, notamment les entreprises opérant dans les territoires des communes de Bordj Omar Driss et In Amenas, dans le but d'assurer de nouveaux postes d'apprentissage au profit des stagiaires, a ajouté le même responsable.

La wilaya d'Illizi compte quatre (4) centres de formation professionnelle répartis sur les communes du chef lieu de wilaya, In Amenas, Debdab et Bordj Omar Driss, en plus d'un institut national spécialisé dans la formation professionnelle, selon les données du secteur.

R. N.

R. E.

BADIS KHENISSA, EXPERT EN RELATIONS INTERNATIONALES

«La France a du mal à concevoir que la françafrrique tend à disparaître»

La françafrrique tend à disparaître et cela constitue une perte de dividendes pour la France, qui a du mal à le concevoir », analyse, ce dimanche, Badis Khenissa, expert en relations internationales.

« C'est pourquoi, elle met en place depuis quelques années déjà ce que l'on peut appeler des médias mercenaires, comme France24, qui est un levier du plan machiavélique, pernicieux et belliqueux de la France d'empêcher l'Afrique de s'affranchir de l'ancienne puissance coloniale, et qui cible en particulier l'Algérie, car elle est devenue une locomotive de l'Afrique et un porte-voix des peuples opprimés », explique l'expert.

Membre de l'Observatoire national de la société civile, où il préside la commission coopération et de la communauté nationale à l'étranger, Badis Khenissa, estime, dans l'émission l'Invité de la rédaction de la Chaîne 3, que « cette di-

chotomie que l'on constate entre le discours officiel de la France, supposément berceau des droits de l'Homme et de la liberté d'expression, et son attitude complètement à l'opposée, cette incohérence diplomatique de la France, s'explique par son recul sur le continent africain : la françafrrique tend à disparaître et cela constitue une perte de dividendes, ce que la France a du mal à concevoir ».

Dans ce contexte, il considère que la France, animée par ce néocolonialisme qui lui colle à la peau, n'accepte pas le redéploiement de l'Algérie » et rappelle que « l'Algérie souveraine s'est affranchie de l'ancienne puissance coloniale et n'hésite plus à rompre ses relations diplomatiques avec la France ».

« Aujourd'hui, nous vivons de manière factuelle l'illustration de cette Algérie nouvelle, cette Algérie

conquérante, ambitieuse, audacieuse, qui a renoué avec l'espoir et qui, au lendemain de l'élection du président de la République Abdelmadjid Tebboune, est en train de mettre en place un redéploiement diplomatique au sein d'abord du continent africain mais aussi, sur l'échiquier international », indique Badis Khenissa.

« L'Algérie, porte-voix des sans voix, dérange »

Il précise qu'un nouvel ordre mondial est en train de se dessiner sur les plans politique et économique et que l'Algérie, dans cette équation, a su être « un acteur majeur, à travers sa diplomatie que l'on peut qualifier de bienveillante et de prospective, une diplomatie altruiste et pragmatique ». Cette Algérie nouvelle, qui agit dans l'intérêt des Etats et des peuples, dérange, car à travers ce redéploiement diplomatique, elle redessine aussi les valeurs fondatrices de certains organes

tels que le Conseil de sécurité de l'ONU.

Tout en rappelant qu'il y a quelques mois, l'Algérie a fait barrage à une tentative de hold-up menée par l'entité sioniste au sein de l'Union africaine, il réaffirme la volonté de l'Algérie de faire entendre sa voix et celle des peuples qu'elle représente et des causes justes, au sein du Conseil de sécurité de l'Onu comme au niveau africain. « Le continent africain est aujourd'hui animé par une jeunesse dynamique, cultivée, ambitieuse, qui renoue avec l'espoir et qui entend bien s'affranchir du dictat des pays occidentaux, avec à leur tête la France, pour qu'il n'y ait plus cette attitude à géométrie variable, où l'occident se place en donneur de leçon, tout en niant à l'Afrique son droit au développement », insiste l'expert.

AGRICULTURE À BATNA

Les Sinistrés Bientôt Indemnisés

Les services de la Caisse Régionale de Mutualité Agricole (CRMA) de Batna annoncent le lancement d'une opération de grande envergure pour le recensement des céréaliculteurs touchés par la sécheresse. Ainsi, ceux ayant subi la perte totale ou partielle de leur récolte au cours de l'année agricole 2022-2023 seront indemnisés. Les dossiers doivent être déposés avant le lundi 31 juillet. Ils seront étudiés au cas par cas, conformément au décret exécutif 251/12 relatif aux catastrophes agricoles. S'exprimant à ce sujet, un spécialiste a indiqué : « Environ 80.000 hectares, principalement exploités en céréaliculture et en arboriculture, sont assurés annuellement. Cependant, cela ne répond pas aux attentes, car les exploitants agricoles se comptent par milliers si l'on inclut les éleveurs, les aviculteurs et les apiculteurs actifs dans les 61 communes que compte la wilaya de Batna ». Par ailleurs, des conseillers agricoles lancent un appel aux fellahs pour qu'ils se rapprochent de la CRMA afin d'assurer leurs cultures contre les risques d'incendie, d'inondation, de grêle, de sécheresse et de maladies, entre autres. Ils soulignent que seuls les fellahs ayant assuré leurs biens auprès de la CRMA seront éligibles aux indemnités. Pour rappel, des cadres du ministère de la Solidarité ont tenu à préciser, lors d'une visite dans la région des Aurès, que les victimes de catastrophes naturelles ou autres ne sont jamais seules face aux malheurs qui les touchent, et que l'État est toujours disposé à les aider à surmonter toutes les épreuves, dans la mesure du possible.

EL BAYADH

Des projets de développement de l'AEP

Le secteur des Ressources en eau et de l'hydraulique de la wilaya d'El Bayadh prévoit la réalisation de plusieurs projets de développement devant améliorer l'alimentation des citoyens en eau potable (AEP), a-t-on appris, mercredi, des responsables de cette direction.

Le chef du service de l'AEP, Mahboubi Brahim, a souligné qu'une partie de ces opérations, initiées dans le cadre du programme sectoriel de développement des ressources en eau et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, a été lancée, dernièrement. Il a ajouté que d'autres actions seront lancées, une fois les procédures administratives en cours achevées, notamment des travaux ciblant la rénovation du réseau d'eau potable à travers différents quartiers de la commune d'El Bayadh, dans le cadre du programme de lutte contre des points noirs, sachant que le délai des travaux est fixé à trois mois. Le projet de renouvellement et d'extension du réseau d'alimentation en eau potable a été achevé, auparavant, à Haï El Annasser au chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué. D'autre part, une opération de développement similaire est en cours de réalisation dans la commune de Labiod Sidi Cheikh, au sud de la wilaya, pour le renouvellement est l'extension du réseau d'AEP à toutes les cités proches du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage

(CFPA) Chahid Zahi Mahmoud, le restant des travaux lancés au centre ville et au quartier de l'ouest, à savoir Haï El-Istiklal, dont le taux d'avancement est de 95 pc, seront réceptionnés prochainement. Le taux de renouvellement du réseau d'AEP à Labiod Sidi Cheikh atteindra 90 pc, après l'achèvement de l'opération, a-t-on expliqué. Par ailleurs, dans le cadre d'une autre opération de développement, il est prévu l'achèvement de la réalisation de neuf puits dédiés à l'alimentation en eau potable dans les communes d'El Bayadh, El Meherra, Kef Lahmar et Boualem, et ce, au titre d'une action de développement ciblant la réalisation de 12 forages. En outre, il est prévu, prochainement, le lancement des travaux de réalisation de trois autres puits dans les communes d'Arbouet et Sidi Amar. Dans la commune de Sidi Teïfour, des travaux de réalisation d'une adduction reliant le forage d'eau potable à Oum Djabia seront lancés, avec un débit prévu de 25 litres par seconde, au réservoir de distribution de la localité précitée, et ce, sur une distance de 5 km.

Dans les communes de Tomsoulène et El Khiter, une action de développement est programmée, ciblant la réalisation de deux forages, dont les travaux seront bientôt lancés, pour augmenter le ratio de distribution quotidienne en ce produit vital pour les populations des deux communes. Plusieurs projets de développement liés à l'AEP ont été déjà réceptionnés, à l'instar des projets de lutte contre les points noirs, l'extension et le renouvellement des réseaux d'eau potable à travers des cités des communes de Rogassa, Labiod Sidi Cheikh et Brizina, a indiqué la même source. Pour rappel, le nombre des puits destinés à l'AEP à travers le territoire de la wilaya a dépassé les 90 forages, d'une capacité de pompage globale de plus de 1.200 litres/seconde, alors que le nombre de réservoirs d'eaux dépasse les 150, avec une capacité de stockage totalisant 80.000 mètres cubes, a-t-on précisé.

VIEUX BÂTI DE L'AVENUE DIDOUCHE MOURAD DE SKIKDA

Point de réhabilitation sans l'implication des citoyens !

Des participants aux travaux d'une journée d'étude sur « le vieux bâti de l'avenue Didouche Mourad » à Skikda ont insisté, sur l'importance de l'implication des citoyens dans l'opération de réhabilitation des vieilles bâtisses de cette avenue. Les intervenants durant la rencontre, tenue au palais de la culture et des arts Malek Chebel de Skikda, ont estimé que l'implication des citoyens à l'opération de préservation du patrimoine urbain et architectural aura des retombées positives, dont leur conscientisation grandissante de l'importance du patrimoine bâti et de son impérative préservation. Le directeur général du Logement auprès du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Mordjani, a affirmé que « l'adhésion du citoyen à l'opération en assistant les entreprises de réalisation ou en facilitant l'évacuation des bâtisses, ou encore en facilitant l'accès des travailleurs aux habitations, permettra de l'accomplir dans

les meilleures conditions et d'atteindre les objectifs souhaités ». Le directeur général de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilières (OPGI) Skikda, Derradji Sefah, a souligné que l'avenue Didouche Mourad représente « le cœur battant de la ville de Skikda, dont la réhabilitation revêt une grande importance pour les autorités publiques », précisant que l'étude technique du projet a été lancée le dimanche 23 juillet par un groupe de bureaux d'étude spécialisés et devra être remise dans un mois. Pour sa part, la wali de Skikda, Houria Meddahi, a révélé que le projet de restauration de la rue Didouche Mourad avait été confié à un bureau d'études algéro-espagnol pour un montant estimé à 1,5 milliard de dinars. La réalisation des travaux avait été attribuée à une entreprise qui n'est pas qualifiée pour ce genre de mission, c'est pourquoi les résultats des expertises ont démontré que le travail est bâclé et que l'aspect esthétique a été omis par le cahier des charges, a-t-elle ajouté.

SERVICES AGRICOLES D'ANNABA ET CRÉDIT R'FIG :

Les Fellahs Sinistrés Bénéficieront d'un échéancier

Les céréaliculteurs de la wilaya d'Annaba, touchés par les intempéries des mois de mai et de juin et qui se trouvent être bénéficiaires du crédit agricole R'fig, peuvent désormais réclamer la tenue d'un calendrier afin de pouvoir reporter le paiement de leurs tranches. La Direction des Services Agricoles (DSA) d'Annaba a annoncé, dans un communiqué dont nous détenons une copie, que les céréaliculteurs bénéficiaires du R'fig et dont les exploitations ont été touchées par les pluies, causant des dégâts aux récoltes, peuvent présenter leur demande avant la date limite du 15 septembre. Ce dossier doit être justifié d'un procès-verbal du constat dressé par la commission de recensement des exploitations sinistrées. Les agriculteurs concernés ont exprimé leur soulagement, d'autant qu'ils ont été verbalement rassurés par les responsables du

secteur. « Mon exploitation de céréales d'hiver a été durement touchée par les pluies. C'est important, dans ces conditions difficiles, d'être accompagné par l'État », estime un agriculteur de Chorfa. Il y a lieu de rappeler que les exploitations agricoles de la wilaya ont fait l'objet, au cours du mois de juin passé, de visites d'inspection effectuées par la commission chargée de dresser le bilan des dommages causés par les dernières précipitations. Ces dernières ont principalement touché les exploitations de céréales et de tomate industrielle. Les membres de la commission ont sillonné le territoire de la wilaya en réponse aux plaintes des agriculteurs dont les terres ont été inondées. L'opération a permis, en premier lieu, de prévenir les fausses déclarations et de dresser une liste précise des dédommagements assurés par la loi. Ceci du fait que les autorités ont enregistré, lors des précédentes catas-

trophes naturelles, un nombre important de fausses déclarations de la part d'agriculteurs, d'éleveurs et d'apiculteurs. À relever que l'État s'est engagé à indemniser ces agriculteurs sur la base de leurs pertes afin de leur permettre de relancer leurs activités. Pour ce faire, il est impératif que les dossiers des agriculteurs candidats à l'indemnisation soient déposés à la Caisse Régionale de Mutualité Agricole (CRMA) et des experts seront dépêchés sur les lieux des sinistres pour inspecter les pertes. C'est, en somme, le Fonds national d'entraide agricole qui assurera une indemnisation à tous les agriculteurs concernés par la baisse ou la détérioration du produit. Pour ce qui est des bénéficiaires des crédits agricoles, la mise en place d'un calendrier est décidée pour minimiser la pression financière sur ces exploitants.

La monnaie des BRICS est encore une théorie. Mais elle est prometteuse

La probabilité et les perspectives d'une monnaie des BRICS sont l'un des sujets les plus discutés dans le monde de la finance. Si l'on en croit les médias mondiaux et les déclarations d'hommes politiques de différents pays, des propositions de création d'une monnaie d'union seront présentées fin août lors du sommet des BRICS en Afrique du Sud.

Partie 2

Par Jacques SAPIR (*)

Commençons par la base économique. Selon le FMI, le PIB total (en PPA) des pays BRICS en 2020 a dépassé 31 % du PIB mondial ; il a dépassé le PIB total des pays du G7 et ne prévoit pas de baisser, contrairement à l'indicateur du G7. A titre de comparaison, en 1980, un an après l'adoption officielle de l'ECU (ECU), la part du PIB (selon la PPA) des pays de l'UE s'élevait à 25,85 % du monde. Il est à noter qu'il est plus correct de comparer la monnaie potentielle des BRICS avec l'ECU, et non avec l'euro qui est venu le remplacer. Alternativement, on peut faire des analogies avec le « rouble transférable » du Conseil d'assistance économique mutuelle, mais il ne sera plus possible de comparer des indicateurs numériques en raison de la différence de structure de l'économie mondiale à cette époque.

Le tableau peut être complété par les taux de croissance du PIB réel des leaders économiques de ces blocs. En 2022, selon le FMI, le taux de croissance de l'économie chinoise était de 3 %, la prévision pour 2023 est de 5,2 %, le PIB indien en termes réels a augmenté de 6,8 % en 2022, la prévision pour 2023 est de 5,9 %. A titre de comparaison le taux de croissance du PIB américain sera de 2,1 et 1,6 %, respectivement, l'Allemagne - 1,8 et -0,1 %. Il n'y a pas de commentaires à faire : les BRICS continueront de dépasser de plus en plus le G7.

La part dans le commerce mondial devra être considérée aux prix courants. Il n'y a pas de statistiques sur la parité de pouvoir d'achat, et même en prix constants, il n'y a pas de données sur l'acteur clé des BRICS - la Chine. Selon la Banque mondiale, la part des BRICS dans les exportations mondiales de biens et services pour 2021 était de 18,6 %, tandis que le G7 était à 30,3 %. La part des BRICS dans les importations mondiales est de 17 %, celle du G7 est de 33,85 %. Ce n'est déjà pas si impressionnant, si ce n'est sur deux points. Premièrement, les économies des pays du G7 sont principalement orientées vers les services. Deuxièmement, le niveau de consommation des biens et services importés, y compris ceux de première qualité, est plus élevé dans les pays développés[7]. Comme nous pouvons le voir, il existe une base économique pour introduire notre propre monnaie mondiale, qui peut devenir une réserve et être utilisée pour effectuer des paiements internationaux. On s'intéresse également à la dédollarisation.

Comme le note Alexander Shirov, la création d'une nouvelle unité de compte, protégées des décisions politiques des pays développés, est dans l'intérêt de presque toutes les grandes économies en développement, et à l'exception des pays BRICS cela devrait inclure les pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Amérique latine.

Quel est le hic ?

Les économistes interrogés par « Ekspert » estiment que les mêmes termes s'appliquent à la nouvelle monnaie, dans laquelle les projets de monnaies d'autres associations (par exemple, l'euro) ont été mis en œuvre - ce qui signifie que nous parlerons d'un processus très lent.

Comme l'explique Elsa Shirgazin, secrétaire scientifique du Centre pour la région de l'Océan Indien (centre appartenant à l'IMEMO ASR), même au sein de la zone euro actuelle, la monnaie a été créée et mise en circulation pendant une trentaine d'années, mais ici le niveau d'intégration économique était beaucoup plus élevé, jusqu'à la présence de structures supranationales. « Les pays BRICS se caractérisent par une approche fondamentalement différente de la coopération au sein de l'association. Et cette approche implique la préservation par les pays participants d'une grande autonomie dans la prise de décision tout en s'efforçant de développer des liens amicaux au niveau national, ainsi que des interactions humanitaires au niveau des peuples », explique-t-elle. - La monnaie des pays BRICS, au stade actuel, est plutôt un projet potentiel et est considérée comme l'une des options pour assurer le fonctionnement normal du système de règlements mutuels. Le principal reste le calcul en monnaies nationales.

Sergei Ryabukhin, qui est le premier vice-président du Comité du Conseil de la Fédération sur le budget et les marchés financiers, et le directeur de l'Institut de recherche sur les instruments et technologies financiers innovants (NII IFIT), rappelle que les BRICS sont, en fait, une union d'intégration qui n'a pas les fonctions d'unions douanières et monétaires, sans lesquelles il est impossible de créer une monnaie unique supranationale. Il serait donc plus juste de parler de la création d'un instrument supranational de règlement et de compensation. Cela nécessite des solutions algorithmiques et politiques qui ne seront pas simples, basées sur des principes de consensus pour la formation de règles et de réglementations pour l'émission (émission), la circulation et le rachat d'un instrument de paiement qui a les caractéristiques d'un moyen de paiement supranational (monnaie), dit Ryabukhin. Il rappelle également qu'il a fallu plus de vingt ans à l'Union européenne pour créer les mécanismes de fonctionnement de la monnaie supranationale

des pays européens (l'euro), et ce malgré le fait qu'il existait déjà une plate-forme financière pour la création d'une telle monnaie supranationale sous la forme de l'ECU.

« Les pays du CAEM ont passé plus de quinze ans à créer un instrument supranational de règlement et de compensation pour les règlements mutuels (rouble transférable), alors qu'il existait déjà un système de règlement et de compensation pour les règlements non monétaires basé sur le troc bilatéral et multilatéral, ainsi que sur les transactions compensatoires », explique Sergei Ryabukhin. « Le Fonds monétaire international tente depuis cinquante ans de donner le statut d'appel d'offres supranational (devise) aux droits de tirage spéciaux, les DTS, alors qu'un tel système s'appuie sur les accords internationaux de Bretton Woods et de la Jamaïque. »

Le yuan reste le principal concurrent pour mettre fin à la suprématie du dollar. Grâce à la force de l'économie chinoise, c'est bien réel.

Prise en charge des BRICS+

Nous constatons que la création d'une nouvelle monnaie est vraiment difficile et prend du temps, mais les technologies de l'information et de la finance se sont accélérées plusieurs fois par rapport aux années 1970 et 1980. Oui, et la route sera matrisée par celui qui marche s'il y a une volonté. Mais cela n'effacera pas les difficultés.

Commençons traditionnellement, en épelant le nom de l'organisation, par le Brésil. Avec lui, tout est simple : il y a un désir, adossé à une nécessité économique. Rappelons que la balance commerciale du Brésil ces dernières années est traditionnellement positive. Par conséquent, pour ne pas prêter aux acheteurs de ses ressources, il lui faut soit un partenaire commercial comme la Chine, qui puisse répondre pleinement aux besoins d'importation du Brésil, soit une monnaie de paiement internationalement reconnue, soit des mécanismes d'échange gratuits et surtout peu coûteux des devises des acheteurs contre les devises des fournisseurs. Cependant, il n'y a pas encore de propositions spécifiques pour la devise BRICS du Brésil. Peut-être seront-ils présentés au sommet d'août.

En ce qui concerne la Russie, chez nous aussi, tout est clair. Nous avons un excédent commercial avec tous les principaux partenaires commerciaux. Les besoins sont similaires à ceux du Brésil, mais les problèmes sont encore plus prononcés, et il y a aussi des sanctions très sévères en surplomb. La proposition semble être en cours de préparation, mais on développera plus à ce sujet ci-dessous.

En Inde, la situation est beaucoup plus compliquée. Premièrement, il a un déficit de la balance commerciale. Lorsqu'ils effectuent des paiements en devises nationales, les pays importateurs pour l'Inde sont simplement obligés d'acheter à l'Inde au moins quelque chose qui n'est même pas vraiment nécessaire, ou de prêter à l'Inde, ce qui n'intéresse personne. De plus, le représentant du ministre indien des Affaires étrangères a déjà déclaré qu'il n'était pas prévu de participer à la monnaie des BRICS. N'oublions pas la politique d'équilibre traditionnelle de l'Inde.

Cette décision est due à un certain nombre de considérations : les taux de croissance du PIB de l'Inde sont stables, donc pour le moment elle n'a pas besoin du soutien des pays des BRICS ; une orientation multilatérale oblige New Delhi à maintenir de bonnes relations avec les États-Unis et les pays de l'UE et à ne pas risquer ses liens commerciaux, économiques et politiques avec eux ; on s'inquiète de l'internationalisation et du renforcement du yuan chinois et de la position de la Chine lors de l'introduction de la monnaie BRICS dans un contexte de concurrence active et continue entre les deux pays », explique Elsa Shirgazin.

La position de la Chine est également claire. Elle est, bien sûr, intéressée par la dédollarisation, mais sa monnaie est assez forte en soi. Les fournisseurs de ressources s'engagent à l'accepter quand même. De plus, malgré toutes les guerres commerciales avec les États-Unis, la Chine n'envisage pas de casser définitivement la vaisselle et de se retirer du système financier occidental. Comme nous l'avons écrit plus haut, elle fait progressivement la promotion du yuan, développe sa monnaie numérique et son projet d'échange de devises numériques, prête activement à d'autres pays en yuan - et étend le périmètre de ces prêts.

Comme l'a rapporté l'agence Xinhua la semaine dernière, la Banque populaire de Chine et l'Administration d'État du contrôle des changes de Chine ont approuvé la réglementation du financement transfrontalier des entreprises et des institutions financières. Le multiplicateur du plafond des encours de financement transfrontalier a été relevé de 1,25 à 1,5, permettant aux prêteurs chinois de prêter davantage aux entreprises étrangères. Dans le même temps, la précédente augmentation de 1 à 1,25 n'a eu lieu qu'en octobre 2022. Il semble bien que la Chine fasse la promotion du yuan par l'expansion du crédit. Cependant, et contrairement à l'Inde, elle ne s'est pas désolidarisée de l'idée même de la monnaie des BRICS.

La situation avec l'Afrique du Sud est la plus incompréhensible. Comme l'explique Elsa Shirgazin, il y a une certaine incertitude dans la position du pays : il y a une compréhension

de la nécessité d'abandonner le dollar, mais les dirigeants n'ont pas encore avancé leurs propositions.

Étalon-or ? Étalon de commerce

Quant aux options pour la devise BRICS, elles ne sont pas nombreuses : sécurité par rattachement à des matières premières (un cas particulier étant l'or), rattachement à un panier de devises (il est même possible de n'en avoir qu'une, par exemple, au yuan[8]), et enfin, une devise sans sécurité ni rattachement. Cela n'a même aucun sens de considérer le dernier cas : le monde en a tellement assez du dollar, soutenu uniquement par la force militaire et perdant progressivement sa puissance économique, que cette option n'intéressera personne.

L'étalon-or est mentionné par certains commentateurs occidentaux et russes. Il y a des raisons pour soutenir cette idée. Selon le World Gold Council, la Russie et la Chine ont doublé leurs réserves d'or au cours des dix dernières années. Les réserves de l'Inde ont officiellement augmenté de 42 %, mais n'oubliiez pas qu'en Inde, la population possède une énorme quantité d'or sous forme de bijoux, donc ce pays n'est pas privé d'or. Cependant, la plupart des économistes n'envisagent pas sérieusement l'option d'une sécurité mono-marchandise sous forme d'or, c'est-à-dire le nouvel étalon-or incarné dans la monnaie BRICS.

« Je ne pense pas que l'or ou d'autres valeurs mobilières puissent sous-tendre une telle unité de compte », déclare Alexander Shirov. Le principal mécanisme pour assurer la monnaie des BRICS devrait être un assez grand marché pour le commerce mutuel [intra-BRICS (NdT)], inclus dans l'orbite de la nouvelle monnaie. La qualité d'une monnaie doit être déterminée par la possibilité d'un échange efficace de ressources de qualité correspondant à son utilisation. Il y a encore quelques problèmes avec cela. Par exemple, les règlements en monnaie nationale avec l'Inde sont associés à la présence d'importants déséquilibres commerciaux, ce qui entrave le développement d'opérations commerciales dans des monnaies de réserve alternatives.

Si un or ne convient pas, une structure plus complexe d'ancrage sur les matières premières peut déjà être sérieusement envisagée. Selon Sergei Ryabukhin, au nom du président de la Fédération de Russie et sur les instructions du groupe de travail interministériel temporaire de l'appareil du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, des scientifiques de l'Institut de recherche IFIT, en coopération avec des organisations scientifiques et éducatives en Russie et un certain nombre d'États amis (Myanmar, Venezuela, Brésil et Chine), développent un prototype d'instruments financiers, basés sur des biens d'usage (possédant à la fois des propriétés marchandes et monétaires). Ces biens permettent d'élargir la base d'or (collatérale) lors de la formation d'une mesure provisoire d'un nouveau moyen de paiement (monnaie) des pays des unions d'intégration, tels que l'EAEU, l'OCS, les BRICS et les BRICS+. En outre, le directeur de l'Institut de recherche IFIT a rappelé que dans le volume mondial total des biens d'usage, qui comprennent le pétrole, le gaz, les métaux précieux et les terres rares, les céréales, l'étain, le titane, le chrome, l'uranium, le lithium et autres, les pays BRICS détiennent une part d'au moins 60 %, et les pays BRICS+ - au moins 80 % des réserves mondiales.

« Le prototype des instruments financiers qui a été développé, qui peut être soutenu par des biens d'usage, grâce à l'algorithme unique créé pour calculer l'indice de la valeur multi-produits de la stabilité des prix (indice MTZ) à l'or, la matière première d'ancrage, permet d'élargir la base d'or », explique Sergei Ryabukhin. « En plus des actifs des pays BRICS et BRICS+, qui existent sous une forme tangible et peuvent être utilisés dans la formation de l'indice MTZ, il existe également des montants importants d'actifs financiers des pays de l'union d'intégration, qui peuvent également être utilisés pour créer une nouvelle mesure de sécurité pour l'émission d'un moyen de paiement supranational. »

Ces actifs, selon l'Institut de recherche IFIT, peuvent inclure les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, dont le volume dans les actifs des pays de l'union d'intégration est supérieur à 200 milliards de dollars en dollars. Ainsi, l'ensemble des actifs cotés, ainsi que les monnaies nationales des pays BRICS et BRICS+, pourraient devenir la base de la constitution de réserves de matières premières et de devises. La monnaie pourrait être émise sous la forme d'actifs financiers numériques, sous la forme d'une monnaie agrégée (synthétique), tandis que la Nouvelle Banque de Développement pourrait agir comme un centre d'émission pour émettre et contrôler la circulation d'un nouveau moyen de paiement.

(*) Directeur d'études à l'EHESS et enseignant à l'École de Guerre Économique, Directeur du CEMI-CR451, Membre à titre étranger de l'Académie des Sciences de Russie.

Source : Les crises.fr

EN ACQUÉRANT 10% DE VALE
BASE METALS

La société minière saoudienne Manara Minerals marque sa présence à l'échelle mondiale

La société minière saoudienne Manara Minerals a marqué sa présence à l'échelle mondiale en acquérant 10 % de la société brésilienne Vale Base Metals Ltd.

La société saoudienne, une co-entreprise entre la Saudi Arabian Mining Company, également connue sous le nom de Ma'aden, et le Fonds d'investissement public du Royaume, aura désormais accès aux chaînes d'approvisionnement en minéraux stratégiques, notamment le nickel, le cuivre et le cobalt.

Cette initiative stimulera la croissance du secteur minier du royaume, en accord avec les objectifs de l'initiative Vision 2030 visant à diversifier l'économie saoudienne en dehors du pétrole.

Vale Base Metals a également vendu une participation de 3 % au groupe d'investissement Engine N°1, portant la valeur totale des deux transactions à 26 milliards de dollars. (1 dollar américain = 0,91 euro)

Robert Wilt, directeur général de Manara Minerals et PDG de Ma'aden, a déclaré : « Cet investissement est une étape importante pour Manara Minerals. Grâce à notre investissement dans VBM, nous augmentons l'approvisionnement en minéraux stratégiques et permettons à l'Arabie saoudite de jouer un rôle croissant dans les chaînes d'approvisionnement de la transition énergétique mondiale ».

« Notre approche proactive constitue un pas de plus vers la Vision saoudienne 2030, soutenant le développement industriel local, créant des emplois dans l'ensemble du royaume et renforçant la position du secteur minier en tant que troisième pilier de l'économie ».

Eduardo Bartolomeo, PDG de Vale, a qualifié cet accord de « jalon majeur » alors que l'entreprise s'efforce d'étendre ses opérations.

« Avec notre portefeuille de haute qualité, nous sommes idéalement positionnés pour répondre à la demande croissante en métaux verts essentiels à la transition énergétique mondiale, tout en restant attachés à de solides pratiques sociales et environnementales et à une exploitation minière durable », a-t-il ajouté.

Selon un communiqué de presse, Manara Minerals, créée en janvier suite à une annonce faite lors du Future Minerals Forum à Riyad, vise à investir dans des actifs miniers à l'échelle mondiale afin de sécuriser des minéraux stratégiques essentiels à la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans une interview accordée à Arab News en juin, Mohamed al-Daoud, responsable du secteur industriel et minier pour les investissements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au PIF, a déclaré que la société contribuerait à établir le secteur minier en tant que troisième pilier de l'économie du royaume, tout en offrant l'opportunité d'explorer de nouveaux territoires.

« Il s'agit d'un développement vraiment passionnant qui va donner au PIF et à Ma'aden une vaste présence internationale dans le secteur minier. Cela va offrir aux partenaires une plateforme pour accéder à des minéraux qui ne sont pas disponibles en Arabie saoudite et nous donne l'opportunité de nous étendre vers de nouveaux territoires géographiques », a-t-il déclaré.

TUNISIE-FMI

Les négociations toujours à l'arrêt

Malgré un premier feu vert en octobre dernier, les négociations sont à l'arrêt à cause du refus du président tunisien d'appliquer les mesures demandées par l'institution financière.

La dernière fois qu'il a évoqué le FMI, le président Kais Saïed a eu des mots cinglants. Après avoir évoqué une « malédiction antique » pesant sur l'institution,

il a appelé dans un discours à Rome le 23 juillet, lors du sommet international sur les migrations, à « créer une nouvelle institution financière mondiale » pour « établir un nouvel ordre humain où l'espoir remplace le désespoir ». Malgré un premier feu vert de l'institution de Bretton Woods en octobre dernier, les négociations avec la Tunisie pour un nouveau crédit du FMI de 1,9 milliard de dollars piétinent depuis fin 2022. Un accord apporterait une bouffée d'oxygène à un pays, dont les difficultés croissantes inquiètent l'Europe et les États-Unis, et déclencherait d'autres financements étrangers. Endettée à hauteur de 80 %

MAROC

Fitch anticipe une nouvelle détérioration de la qualité des actifs des banques en 2023

Alors que les banques marocaines sont devenues plus sélectives en matière d'octroi de crédits, elles pourraient néanmoins faire face à une nouvelle dégradation de la qualité de leurs prêts, du fait du risque d'insolvabilité de leurs clients qui évoluent dans un environnement macroéconomique difficile, avertit Fitch.

Fitch Ratings s'attend à une nouvelle détérioration de la qualité des actifs des banques marocaines en 2023, malgré l'approche prudente de ces banques en matière de prêts. L'agence de notation américaine l'a fait savoir dans un rapport publié le mercredi 26 juillet. « La qualité des actifs [des banques] a continué de se détériorer au premier trimestre 2023, le ratio de prêts douteux non consolidés a augmenté à 8,7 % (contre 8,4 %, à fin 2022) », explique Fitch.

Cette dernière ne présente pas l'ampleur de cette détérioration de la qualité des prêts des banques, mais se veut rassurante, en indiquant que cette situation « devrait être gérable » pour les banques. En effet, Fitch indique que les banques marocaines sont devenues plus sélectives dans leurs prêts afin de réduire le risque de crédit. En plus de cela, la capitalisation de ces banques est restée stable, « avec un ratio de

de Kais Saïed, qui rejette des réformes proposées par son gouvernement [au FMI], en particulier pour les subventions », explique à l'AFP Aram Belhadj, enseignant chercheur à l'Université de Carthage.

Avec une économie marquée par de faibles salaires, le pays a instauré dans les années 1970 une caisse de compensation à travers laquelle l'État achète des produits de première nécessité pour les réinjecter à bas prix sur le marché. Pour Belhadj, « si d'ici fin août il n'y a pas de clarification de la position de la Tunisie, l'accord avec le FMI sera enterré une fois pour toutes ». Le directeur du département régional du FMI, Jihad Azour, a indiqué à la mi-avril n'avoir reçu « aucune demande de la Tunisie pour la révision de son programme ». Début juin, le chef de l'État a de nouveau exclu de toucher aux subventions, annonçant à la place des

taxes « pour prendre l'excédent d'argent aux riches et le donner aux pauvres ». Il ne faut pas oublier que le déficit public (8 % du PIB) provenait en totalité, en 2022, des « compensations » étatiques, et aux deux tiers des subventions énergétiques après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, qui a fait flamber les cours du pétrole.

Pénuries pour rembourser les dettes ?

Si la Tunisie décide de se passer du FMI, peut-elle tenir ou fera-t-elle défaut en cessant de rembourser ses dettes ? Pour 2023, le pays peut faire face à des échéances estimées à 21 milliards de dinars dont 12 en devises (environ 4 milliards d'euros), grâce au tourisme, aux envois de la diaspora, aux exportations de phosphates et à la baisse du coût de l'énergie, selon les économistes.

CRISE ÉNERGÉTIQUE ET COUPURES D'ÉLECTRICITÉ

Les Egyptiens entre amertume et sarcasme

Les Egyptiens n'avaient pas connu pareille situation depuis 10 ans : un été étouffant rythmé par des coupures d'électricité à répétition, privant de courant les précieux climatiseurs et suscitant un certain désarroi parfois teinté d'ironie. Quand elles ont refait surface il y a une douzaine de jours, ces perturbations énergétiques surgissaient sans prévenir. Jeudi, le Premier ministre Moustafa al-Madbouly a annoncé qu'elles seraient désormais planifiées, s'inscrivant dans un éventail de mesures pour répondre à la demande énergétique croissante induite par la vague de chaleur qui frappe le pays.

Le Premier ministre a assuré que les délestages se limiteraient à une ou deux heures par jour tout au plus, et perdureraient jusqu'à la fin de cette période caniculaire où les températures ont dépassé les 45 de-

grés dans certaines régions.

Si les réseaux sociaux bruisent de railleries envers les mesures annoncées, le souvenir du tumultueux été 2013 résonne dans l'esprit de tous : le pays le plus peuplé du monde arabe avait alors connu ses dernières coupures de courant, suivies des chamboulements les plus sanglants de son histoire moderne.

En juillet 2013, face à une foule monstre excédée par la présidence de l'islamiste Mohamed Morsi, les coupures chroniques et les pénuries de carburant, le ministre de la Défense d'alors, Abdel Fattah al-Sissi, avait renversé le chef de l'État.

Son gouvernement a depuis investi massivement dans l'amélioration du réseau électrique, ne manquant pas une occasion de rappeler l'écœur dans la matière de M. Morsi. Et aujourd'hui, les autorités s'efforcent de

prévenir avec pédagogie, sans toujours y parvenir.

Un communiqué de la compagnie publique d'électricité a ainsi plongé 105 millions d'Égyptiens dans la consternation : elle recommande de ne pas prendre l'ascenseur entre « moins dix et dix de chaque heure » au cas où l'électricité serait coupée « pendant pas plus d'une heure », mais sans spécifier les heures concernées.

Sur la toile, les internautes rivalisent d'humour pour interpréter ces recommandations : « ne prenez pas l'ascenseur entre moins dix et dix et on ne vous coupera pas l'électricité plus d'une heure », écrit l'un d'eux.

D'autres proposent des tableaux dignes des horaires de gares : « si vous ratez l'ascenseur de 12H50, vous pouvez prendre celui de 13H20 », s'amuse un internaute.

KENYA

Le service de la dette a siphonné 59% des recettes fiscales durant l'exercice 2022-2023

Sous l'administration de l'ex-président Uhuru Kenyatta, le Kenya avait contracté des prêts à tour de bras sur les marchés internationaux et auprès de la Chine pour financer de très coûteux projets d'infrastructures.

Les coûts du service de la dette du Kenya ont siphonné 59 % des recettes fiscales du pays au cours de l'exercice fiscal 2022-2023 qui s'est achevé en juin dernier, soit la proportion la plus élevée depuis plus d'une décennie, selon un rapport publié lundi 24 juillet par le Trésor national. Le ratio service de la dette/recettes fiscales s'était limité à 56,7 % durant l'exercice précédent, a-t-on précisé de même source. Le gouvernement du président William Ruto, élu en août 2022, s'est engagé à restaurer les équilibres des finances publiques du pays en

augmentant la collecte des recettes pour tenter d'alléger le fardeau de la dette nationale. De nombreuses mesures allant dans ce sens, dont le doublement de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits pétroliers et la réduction du rythme d'augmentation des salaires dans la fonction publique, ont été déjà prises. Les autorités œuvrent également à réduire les stocks de dettes du pays en renonçant à l'émission d'euro-obligations et en se tournant vers les prêts concessionnels accordés par les bailleurs de fonds multilatéraux tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Sous le règne de l'ancien président Uhuru Kenyatta, le Kenya avait contracté des prêts à tour de bras sur les marchés internationaux et auprès de la Chine pour financer de très coûteux projets d'infrastructures, une démarche qui avait alors suscité des critiques de l'opposition et des inquiétudes de la part des agences de notation. Locomotive économique d'Afrique de l'Est, le Kenya a vu sa dette publique culminer à 68,1 milliards de dollars en avril dernier, ce qui représente environ 67% du PIB du pays, selon des données publiées par le Trésor national.

RWANDA

Kigali va recevoir 100 bus pour le transport public d'ici fin 2023

Le transport de masse est de plus en plus promu, présenté comme l'une des solutions les plus adaptées aux défis de mobilité dans les grandes métropoles africaines. Un lot de 100 bus fonctionnant au diesel devrait arriver à Kigali pour être déployé dans le transport public d'ici fin 2023, conformément à la promesse du gouvernement rwandais de

mettre en circulation 305 bus au total pour répondre à l'accroissement de la demande. Selon le ministre des Infrastructures Ernest Nsabimana, un premier lot de 40 bus devrait être livré d'ici fin octobre, tandis qu'une vague de 60 unités sera réceptionnée en décembre. Le reste de la commande sera constitué de bus électriques. En l'absence de transport ferroviaire, les bus sont de-

venus l'un des principaux moyens de déplacement dans la capitale rwandaise. Kigali Bus Services, l'organisme public qui assure les services de transport par bus dans cette métropole, dispose actuellement d'une flotte vieillissante et ne parvient pas à répondre convenablement à la demande. D'après le ministère des infrastructures, le parc de l'opérateur a été augmenté de 2012 à 2014, « mais

aucun suivi approprié n'a été effectué. En conséquence, le nombre de bus a baissé, ce qui signifie de longues files d'attente pendant les heures de pointe ». En plus d'aider à renforcer l'offre, ces véhicules, notamment les bus électriques, aideront le pays à atteindre ses objectifs de durabilité qui consistent à réduire de 72 000 tonnes les émissions de carbone d'ici 2030.

EN AFRIQUE

La fabrication locale des smartphones peut être une option viable avec l'appui fiscal des gouvernements

Alors que près de 700 millions d'Africains ne sont pas encore connectés à Internet, l'allègement des charges fiscales des usines d'assemblage locales pourrait les aider à produire des smartphones abordables. Mais d'autres alternatives existent pour augmenter l'adoption des appareils adaptés au haut débit. La fabrication des smartphones abordables en Afrique reste un processus onéreux étant donné que les investisseurs qui s'aventurent dans ce domaine ne maîtrisent pas l'intégralité de la chaîne de valeur, mais la suppression des charges fiscales pesant sur les producteurs locaux pourrait constituer une option viable

pour réduire le coût de ces appareils, selon un rapport publié le 24 juillet par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels de plusieurs secteurs. Intitulé « Fabriquer des smartphones en Afrique, une stratégie gagnante ou une fausse bonne idée ? », le rapport souligne que l'accès des Africains à des appareils mobiles adaptés au haut débit est indispensable pour engranger les dividendes de l'économie numérique qui pourrait représenter 5,2% du produit intérieur brut (PIB) du continent à l'horizon 2025, soit un peu plus de 180 milliards de dollars, avant d'atteindre 712 milliards de dollars à l'horizon 2050.

Mais cet accès n'est pas chose aisée pour la majorité de la population africaine au regard de son pouvoir d'achat et des prix de vente des smartphones. Alors que la Banque mondiale estime que 85% des Africains vivent avec moins de 5,50 dollars par jour, l'Union internationale des télécommunications (UIT) souligne que les smartphones dans les pays pauvres et en développement, notamment en Afrique, sont encore très chers. Sur certains marchés, il faut déboursier près de 60 % du revenu mensuel pour en posséder. Malgré les tentatives des grands fabricants comme Apple, Samsung, Huawei ou encore Transsion de

proposer des smartphones low-cost, ces appareils restent encore inaccessibles pour beaucoup d'Africains. Cela explique d'ailleurs pourquoi près de 700 millions d'Africains ne sont pas encore connectés à Internet alors que le taux de couverture mobile avoisine 90%. Compte tenu de ce nombre important de personnes qui restent à équiper, plusieurs investisseurs ont flairé le bon coup et se sont de nouveau lancés dans la production locale d'appareils mobiles adaptés au haut débit après quelques échecs enregistrés entre 2012 et 2016.

KENYA

Le suédois Roam inaugure la plus grande usine de motos électriques en Afrique de l'Est

Les motos électriques produites par l'usine seront notamment utilisées dans le secteur des « boda boda », des motos-taxis très populaires au Kenya et dans d'autres pays de la sous-région. L'entreprise technologique suédoise Roam a inauguré au Kenya, mardi 25 juillet, une usine d'assemblage de motos électriques qui possède une capacité de production annuelle de 50 000 unités. Inaugurée en présence du président kényan William Ruto, l'usine, qui s'étale sur une superficie de 10 000 mètres carrés, est la plus grande du genre en Afrique de l'Est.

Elle favorisera le développement de la mobilité urbaine sobre en carbone, en offrant des solutions de transport durable qui seront utilisées dans plusieurs secteurs, dont celui des « boda boda », des motos-taxis très populaires au Kenya et dans les autres pays de la sous-région, selon un communiqué publié par Roam. « Cette usine illustre le potentiel du Kenya en tant que leader dans le domaine des solutions de transport propres en Afrique. Cette initiative cadre parfaitement avec nos objectifs nationaux de réduction des émissions de carbone et de promotion des énergies propres », a déclaré le président

Ruto durant la cérémonie d'inauguration du site industriel. « L'usine contribuera non seulement à la réalisation de nos objectifs environnementaux, mais favorisera également la croissance économique en créant des emplois et en encourageant le développement de talents locaux dans l'industrie automobile », a-t-il ajouté, annonçant une réduction de 16% de la TVA sur les motos électriques. En octobre 2022, Roam avait mis sur le marché kényan 100 bus électriques de transport en commun assemblés localement, et qui sont déjà en circulation à Nairobi, la capitale.

La Tanzanie veut annuler une décision l'obligeant à payer plus de 100 millions \$ à une compagnie australienne

Mi-juillet, le tribunal d'arbitrage de la Banque mondiale a condamné l'État tanzanien à payer 105,9 millions \$ à Indiana Resources. Un verdict dû au retrait illégal quelques années plus tôt d'un titre minier à la société australienne sur un projet de nickel. La Tanzanie a demandé au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) d'annuler sa décision récente obligeant son gouvernement à verser une indemnité de plus de 100 millions USD à la compagnie minière australienne Indiana Resources. C'est l'annonce faite le 26 juillet par la compagnie, qui indique qu'un comité ad hoc sera constitué pour examiner cette requête, avant de rendre une décision qui sera sans recours. Selon l'article 52 de la convention régissant le fonctionnement du CIRDI, le tribunal d'arbitrage de la Banque mondiale, quelques cas seulement, dont la corruption d'un membre du Tribunal ou un vice de forme dans sa constitution, peuvent donner lieu à l'annulation d'une sentence arbitrale. « Un premier examen des documents déposés par la Tanzanie, de l'avis de nos représentants légaux, ne montre pas que la Tanzanie sera en mesure de satisfaire aux exigences justifiant l'annulation », indique cependant Indiana Resources.

CÔTE D'IVOIRE

Les mines d'or Yaouré et Sissingué ont livré 86 402 onces au deuxième trimestre 2023

L'australien Perseus Mining exploite les mines d'or Yaouré et Sissingué en Côte d'Ivoire. Au premier trimestre 2023, la production d'or de la compagnie dans le pays a baissé de 17 % en glissement annuel pour s'établir 76 556 onces. La compagnie minière australienne Perseus Mining a produit 86 402 onces sur ses deux mines ivoiriennes d'or au deuxième trimestre 2023. S'il s'agit d'une hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent, la production est néanmoins en baisse d'environ 8 % en glissement annuel. Dans le détail, la mine d'or Yaouré a livré 72 367 onces, alors que Sissingué a produit 14 035 onces. Cela porte la production des deux mines sur les six premiers mois de l'année à 163 000 onces, performance qui a permis à Perseus de dépasser ses prévisions pour l'exercice financier 2023 clos le 30 juin dernier. La compagnie indique notamment une production d'or de 535 281 onces grâce à ses trois opérations en Afrique de l'Ouest, contre 494 014 onces en 2022.

EUROPE

Les banques européennes solides face à une crise majeure

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a publié vendredi les résultats de son test de résistance, qui a montré la solidité des banques commerciales du bloc communautaire face à une inflation prolongée et des taux d'intérêt élevés pendant longtemps.

Trois banques ne sont toutefois pas parvenues à remplir les conditions du test, ce qui a entraîné en théorie une réduction de 496 milliards d'euros de leurs réserves, a déclaré vendredi l'organisme de surveillance bancaire de l'Union européenne.

L'ABE a indiqué que le test avait couvert 70 banques, soit 20 de plus qu'en 2021, représentant 75% du total des actifs bancaires du bloc.

Le test évaluait l'impact d'un scénario à trois ans (jusqu'en 2025) de pertes de crédit, de marché et de risques opérationnels sur le volant de fonds propres de base obligatoire d'une banque. Ce scénario prévoyait une chute de la croissance économique de 6% au total et une forte baisse des prix de l'immobilier. L'ABE n'a pas nommé les trois banques ayant échoué à son test.

La Fédération bancaire européenne a déclaré que ces résultats réaffirmaient la résilience du secteur bancaire de l'UE.

Les autorités de surveillance bancaire utilisent les résultats pour déterminer si les banques doivent détenir des fonds propres supplémentaires en plus de leur réserve de base obligatoire, ou exigence totale de capital SREP ("total SREP capital requirement", ou "TSCR" en anglais, NDLR).

"Dans les conditions du scénario défavorables, toutes les banques sauf trois ont respecté le TSCR", a dit l'ABE. L'autorité a ajouté que quatre banques ne respectaient pas leur exigence obligatoire en matière de ratio de levier.

L'ABE a également indiqué qu'au cours de la troisième année du test, 37 banques étaient tombées en dessous des niveaux de capital qui déclenchent des restrictions sur les paiements.

BOURSE DE PARIS

Les bénéfices des entreprises du CAC 40 s'envolent

Portés par l'inflation, les résultats des entreprises cotées au CAC 40 sont au rendez-vous à l'issue du premier semestre 2023. Les transports retrouvent des couleurs, tandis que l'industrie, plombée par le coût de l'énergie, recule.

LVMH, Michelin et bien sûr Stellantis. Portés par les hausses de prix, les bénéfices nets cumulés des entreprises du CAC 40 s'élèvent déjà à plus de 71 milliards d'euros au premier semestre 2023, en progression de 11% sur un an, selon un décompte provisoire de l'AFP arrêté le 28 juillet.

Au cours de la période comparable de janvier à juin 2022, les 33 entreprises de l'indice vedette de la Bourse de Paris ayant publié leurs comptes semestriels jusqu'ici avaient collectivement dégagé 64 milliards d'euros de bénéfice net part du groupe. Le chiffre d'affaires global semestriel de ces 33 groupes dépasse

d'euros et déjà les 750 milliards d'euros, soit une hausse 4% par rapport la même période de 2022.

Des résultats au rendez-vous... grâce à l'inflation

Ce calcul de l'AFP ne prend pas en compte deux groupes, Pernod Ricard et Alstom, qui ont des exercices comptables décalés ne correspondant pas aux années civiles. Vivendi, remplacé au milieu d'année par Edenred au sein de l'indice de référence, a également été écarté de la liste. « Malgré des attentes plutôt négatives, les résultats sont au rendez-vous pour les grandes valorisations, avec un impact plus faible qu'anticipé de l'inflation et du ralentissement de la demande », résume Christopher Dembik, directeur de la Recherche macroéconomique chez Saxo Bank.

La tendance générale à l'augmentation des chiffres d'affaires et des bénéfices s'explique par l'inflation, les sociétés ayant « réussi à répercuter leurs hausses de coût », estime Beatrice Hautefort, fondatrice de la fintech Scalens. Cette dernière pointe par ailleurs la « difficulté » pour les grands groupes d'augmenter les prix au rythme de l'inflation. Selon l'analyste, les entreprises avaient anticipé les difficultés à venir et mis de l'argent de côté en 2022, ce qui n'a pas été le cas en 2023 et a permis de gonfler les résultats.

finie en baisse de 10%.

« Fin 2022, les analystes s'attendaient à un décrochage au niveau des ventes, notamment avec les difficultés en Chine, mais la réalité c'est que ce secteur monte toujours, ce qui démontre sa résilience », commente Christopher Dembik.

La reprise dans les transports Pour le transport, l'heure était à la reprise, Michelin affichant un bénéfice en forte augmentation, à 1,2 milliard d'euros (+44,7%) tout comme Stellantis, qui dépasse les 10 milliards d'euros de bénéfice sur le premier semestre (+37% sur un an).

Deux ans après un déficit historique, et un an après son départ précipité de Russie, Renault a de son côté poursuivi le redressement de ses comptes avec un bénéfice net de 2,1 milliards d'euros au premier semestre 2023, alors qu'il avait perdu de l'argent l'an dernier.

Seul Airbus voit son bénéfice plonger de 20% à 1,53 milliard d'euros, à cause des difficultés éprouvées par ses fournisseurs. Du cash pour continuer à investir.

Pour le second semestre 2023, les sociétés à grosse valorisation disposent « de suffisamment de cash pour continuer à investir et pour faire face à la hausse du loyer de l'argent » qui dépend du taux d'intérêt, assure Christopher Dembik.

Jusque décembre, il faudra aussi s'attendre à de nombreux programmes de rachats d'actions pour Bénédictine Hautefort, ce qui permet de récompenser les actionnaires et de faire monter les cours de Bourse.

MARCHÉ

Le dilemme de la FED pour ramener l'inflation à sa cible de long terme

La Fed est au milieu du gué. Même si les prix aux États-Unis commencent à montrer des signes d'apaisement, l'institution américaine a encore augmenté ses taux cette semaine. Le chemin reste encore long pour ramener l'inflation à des niveaux acceptables. Quitte à menacer la croissance de l'économie américaine. Faut-il continuer à augmenter les taux, au risque d'appuyer trop fort sur le frein économique? Ou laisser les hausses successives agir, au risque de voir l'inflation ralentir moins vite? La banque centrale américaine (Fed) se trouve face à un dilemme de taille.

En augmentant mercredi ses taux de 0,25 de point de pourcentage supplémentaire, le comité monétaire de la Fed (FOMC) les a fait remonter à des niveaux inconnus depuis 2001, entre 5,25% et 5,50%, signe de la volonté de la banque centrale américaine de ramener au plus vite l'inflation en eaux calmes, après une hausse des prix inédite depuis plus de quatre décennies. Après avoir flirté avec les 9%, l'indice CPI (indice des prix à la consommation) de l'inflation est revenu à 3% en juin, laissant entrevoir la fin de cette flambée des prix, amorcée avec les dérèglements des chaînes d'approvisionnement lors de la reprise de l'économie mondiale après les confinements de 2020, puis les effets de la guerre en Ukraine sur les prix de l'énergie.

Le plus dur reste à faire

Si l'inflation a été largement résorbée, l'ensemble des spécialistes s'accordent à dire que le plus dur reste à faire: aller chercher ce dernier point de pourcentage permettant d'être de nouveau dans la cible de 2%. Mais aussi réduire l'inflation sous-jacente, celle qui ne subit pas les variations des prix de l'alimentation et de l'énergie, pour l'heure plus élevée, à 4,8%.

"L'inflation s'est modérée, (...) néanmoins le processus pour ramener l'inflation à sa cible de long terme est encore long", a ainsi rappelé mercredi le président de la Fed, Jerome Powell, "cela nécessitera une période de croissance inférieure à la croissance potentielle". Pour autant, plus de récession à l'horizon, a-t-il également souligné,

alors que les économistes de la Fed la prévoyaient systématiquement jusqu'ici, pour la voir sans arrêt retardée.

Et pour cause, l'économie américaine montre des signes de solidité inédits dans un contexte d'inflation et de taux élevés: le chômage reste historiquement faible, à 3,6% alors que les salaires réels augmentent et la croissance défie tous les pronostics.

Publiée jeudi, cette dernière ressort en effet à 2,4% en rythme annualisé au deuxième trimestre, après un premier trimestre à 2%, là où beaucoup d'économistes s'attendaient à un ralentissement.

De quoi laisser de la marge à la Fed pour une nouvelle hausse? Pas nécessairement selon Oren Klachkin, chef économiste pour Oxford Economics, pour qui "cette hausse était la dernière de ce cycle".

Car "l'inflation comme l'inflation sous-jacente continuent de ralentir mais restent supérieures à la cible", souligne Oren Klachkin, pour qui, malgré tout, "la Fed n'hésitera pas à resserrer encore sa politique monétaire si l'économie reste solide".

La Fed face à un choix difficile C'est en effet toute la difficulté pour la Fed. Certes, l'inflation est revenue à un niveau globalement acceptable mais l'ensemble des données, tant à la Fed qu'au département du Trésor ou au Fonds monétaire international (FMI) soulignent qu'un retour vers les 2% n'interviendra pas avant fin 2024, voire début 2025.

Dès lors, la Fed se retrouve face à un choix difficile. Jerome Powell ne l'a d'ailleurs pas caché mercredi, soulignant que la Fed "arrive à un moment où il y a des risques des deux côtés", rappelant qu'il y a désormais "beaucoup d'incertitudes". "Si l'on voit l'inflation se réduire, de manière crédible et soutenue, alors nous n'avons plus besoin d'avoir une politique restrictive", a-t-il rappelé.

Et les membres de la Fed ne sont pas tous d'accord sur la marche à suivre. Là où Jerome Powell souligne que l'inflation sous-jacente reste élevée, un autre membre du FOMC, Austen Goolsbee rappelait de son côté que cette dernière était déjà supérieure à l'inflation, avant le Covid.

Des reculs dans l'industrie,

bonne performance de LVMH La hausse agrégée masque néanmoins certains reculs, comme pour Eurofins, le géant des laboratoires d'analyse pâtissant de l'après-Covid avec un bénéfice en chute de 51% sur le premier semestre. Côté industrie, un secteur très exposé au coût de l'énergie, les bénéfices tombent aussi lourdement (-43%). Arcelormittal a particulièrement souffert avec une chute de 63% du bénéfice net, pénalisé en outre par des prix des ventes des métaux moins favorables qu'en 2022 suite au déclenchement de la guerre en Ukraine.

Sur le premier semestre 2023, le secteur du luxe a vu ses bénéfices enfler de 18%, à près de 16 milliards d'euros, porté par la bonne performance de LVMH (+30%) à près de 8,5 milliards d'euros) et malgré la déconvenue du groupe Kering, avec un béné-

Cours du : 27 Juillet 2023
Valeur : 31 Juillet 2023

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.6733	134.6883
1	EUR EURO	149.5412	149.5848
1	GBP POUND STERLING	174.7869	174.8517
100	JPY JAPANESE YEN	96.2158	96.2403
1	CNY CHINESE YUAN	18.8676	18.8750
1	CHF SWISS FRANC	157.1084	157.1992
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102.2421	102.2613
1	DKK DANISH KRONE	20.1062	20.1114
1	SEK SWEDISH KRONA	13.0487	13.0537
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.4380	13.4436
1	AED UAE DIRHAM	36.6638	36.6708
1	SAR SAUDI RIYAL	35.9014	35.9073
1	KWD KUWAITI DINAR	438.6752	439.2965
1	TND TUNISIAN DINAR	43.7147	44.1540
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.9229	13.9244
1	LYD LIBYAN DINAR	28.1649	28.3095
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5618	3.5622
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.3174	181.3174

FMI

Versement de 7,5 milliards de dollars à l'Argentine

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé le versement de 7,5 milliards de dollars supplémentaires au gouvernement argentin, correspondant aux cinquième et sixième examens du programme d'aide à destination du pays sud-américain.

La décision doit encore être approuvée par le conseil d'administration du Fonds qui se réunira au cours de la deuxième moitié du mois d'août. Ce nouveau déboursement porte désormais à 36,3 milliards de dollars le montant total des fonds d'ores et déjà alloués à l'Argentine depuis le début du programme d'aide, en mars 2022.

Au total, ce programme de 30 mois doit apporter une aide totale de 44 milliards de dollars (soit environ 32 milliards de DTS, ou droits de tirages spéciaux, l'unité de compte du FMI basée sur un panier de devises) à Buenos Aires, de loin le plus important programme d'aide actuellement mis en place par le FMI. Un accord de principe avait été trouvé dimanche entre le gouvernement et la mission du Fonds en charge de l'Argentine sur les modalités

de remboursement de ce programme. Il s'agissait d'un accord important pour le ministre de l'Économie argentin Sergio Massa, candidat à l'élection présidentielle d'octobre prochain pour la coalition «Union pour la Patrie» qui regroupe les formations soutenant le gouvernement sortant d'Alberto Fernandez. Avec des réserves monétaires en chute libre, l'Argentine a dû payer, le 30 juin, une échéance de 2,7 milliards de dollars en Droits de tirage spéciaux (DTS, l'unité de compte du FMI basée sur un panier de devises, NDLR) et une partie en yuans (la monnaie chinoise). Elle doit encore rembourser le 31 juillet au FMI une échéance de 2,5 milliards de dollars. Mais l'Argentine est en mal chronique de devises, en particulier de dollars, et cherche un accord pour flexibiliser ce plan de remboursement. Le pays avait notam-

ment annoncé en avril qu'il allait désormais régler ses importations chinoises en yuan plutôt qu'en dollars américains, à l'instar du Brésil, face à la pénurie de billet vert. Aux prises avec une inflation dépassant 100% en interannuel, l'Argentine est de plus dans une année d'élections générales, ce qui accroît habituellement l'instabilité économique et financière. L'accord signé en mars 2022 entre le FMI et le gouvernement, le 13e accord entre l'institution et le pays sud-américain depuis 1983, vise précisément à maîtriser l'inflation chronique du pays. Le FMI anticipe une croissance de tout juste 0,2% pour 2023, avec une inflation qui devrait reculer quelque peu d'ici la fin de l'année, à 88%. L'inflation a cependant atteint 115,6% en rythme annuel au mois de juin, selon les données de l'Institut national des Statistiques (INDEC).

COMMISSION EUROPÉENNE

Feu vert au paiement à l'Italie de fonds du plan de relance

La Commission européenne a donné vendredi son feu vert au paiement à l'Italie de la troisième tranche de fonds du plan de relance, gelée depuis plusieurs mois par Bruxelles dans l'attente de clarifications. Bruxelles a également approuvé les modifications proposées par le gouvernement de Giorgia Meloni concernant la quatrième tranche, qui doit être déboursée cette année. «L'Italie a accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre de réformes et d'investissements», prévus par le plan de relance, a commenté la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, citée dans un communiqué.

«Je suis très satisfaite de la décision prise aujourd'hui par la Commission de déboursier la troisième tranche du plan de relance et d'approuver les modifications proposées par le gouvernement pour la quatrième tranche», a déclaré pour sa part Giorgia Meloni dans un communiqué. «C'est un grand résultat qui permettra à l'Italie de re-

cevoir les 35 milliards prévus en 2023», a-t-elle ajouté.

Le versement de la troisième tranche de 19 milliards d'euros d'aide à l'Italie avait été suspendu par Bruxelles en attendant des clarifications sur l'affectation des fonds et l'atteinte des objectifs. Avec les modifications proposées par Rome, la troisième tranche sera réduite à 18,5 milliards d'euros, tandis que la quatrième montera de 16 à 16,5 milliards. Rome renonce ainsi à 500 millions d'euros de la troisième tranche, qui seront récupérés dans la quatrième tranche, le gouvernement italien ayant reporté l'objectif de construction de cités universitaires avec la création de 7500 lits supplémentaires pour les étudiants. Première bénéficiaire du plan européen post-pandémie, l'Italie devrait encaisser 191,5 milliards d'euros d'ici à 2026, mais elle est à la traîne sur les réformes à mener en échange de l'aide.

LE MAIRE À PÉKIN

« Les investisseurs chinois sont les bienvenus en France »

Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique est à Pékin pour la 9ème édition dialogue économique et financier de haut-niveau franco-chinois. Bruno Le Maire s'est dit prêt à «accueillir des investisseurs chinois majeurs». Le vice-Premier ministre He Lifeng chargé des questions économiques et financières a en effet assuré que les investissements chinois avaient permis ces dernières années la création en France de 50.000 emplois.

Trois mois après la visite du président Macron et un mois après la venue du Premier ministre chinois Li Qiang en France, Bruno Le Maire est à Pékin du 28 au 31 juillet pour la 9ème édition dialogue économique et financier de haut-niveau franco-chinois. Le ministre français de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique vient de rencontrer He Lifeng, vice-Premier ministre chinois chargé des questions économiques et financières, pour s'entretenir de la relation économique qui unit leurs deux pays.

A l'issue du rendez-vous, Bruno Le Maire a plaidé pour davantage d'investissements chinois en France, au moment où certains pays occidentaux s'inquiètent de leur dépendance économique au géant asiatique.

«Je vous le dis avec beaucoup de franchise: les investisseurs chinois sont les bienvenus en France, en particulier dans le domaine des véhicules électriques, des batteries et de la transition énergétique», a affirmé le locataire de Bercy. «Nous voulons accueillir des investissements chinois majeurs sur le territoire français [...] en regardant ce qui est du domaine de la souveraineté et ce qui n'est pas du domaine de la souveraineté», a ajouté Bruno Le Maire.

Des propos qui ne sont pas sans rappeler ceux du directeur général de Bpifrance lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence. «La France est un pays émergent sur le photovoltaïque, sur les batteries, sur tout ce que la Chine a pris comme avance depuis quinze ans», a estimé, le 9 juillet, Nicolas Dufourcq. Auteur de La désindustrialisation de la France: 1995-

2015 (Odile Jacob), il conseille d'adopter une «méthode» de pays émergent: «s'ils veulent investir chez nous, nous imposons une co-entreprise et des transferts technologiques».

«Toutes les machines d'ACC sont chinoises, les modes d'emploi sont chinois et progressivement, nous allons apprendre et tout copier», a encore grincé Nicolas Dufourcq.

«Il faut que nous ayons une mentalité de pays émergent», a-t-il insisté.

En réalité, Bruno Le Maire s'exprimait à la suite d'une rencontre avec He Lifeng, vice-Premier ministre chinois chargé des questions économiques et financières. Ce dernier a dit espérer que la France «fournira[it] un environnement commercial plus équitable, juste et non discriminatoire», assurant que les investissements chinois avaient permis ces dernières années la création en France de 50.000 emplois. Cette rencontre annuelle, organisée depuis 2013 et destinée à discuter de ces questions stratégiques, est la première qui se tient physiquement depuis la

pandémie de Covid-19. Parmi les sujets discutés: stabilité financière mondiale, financement durable des économies en développement et juste traitement des dettes, rôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), changement climatique, sécurité alimentaire ou encore biodiversité. Paris dit également vouloir profiter de l'occasion pour «œuvrer au rééquilibrage» de la relation économique. Le déficit commercial de la France vis-à-vis de la Chine était de près de 54 milliards d'euros en 2022. Il s'élève à près de 40 milliards aujourd'hui.

Le 31 juillet, Bruno Le Maire se rendra à Shenzhen (sud), la «Silicon Valley chinoise», où sont implantées de nombreuses entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies. Le ministre français de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique doit y rencontrer des investisseurs chinois et des grands patrons, dont celui du constructeur automobile BYD. Cette marque refléchit à l'ouverture d'une usine de véhicules électriques en Europe.

UBS-CREDIT SUISSE

«Plusieurs centaines» de licenciements dans les prochains jours

Plusieurs «centaines» de banquiers d'investissement vont recevoir une lettre leur annonçant leur licenciement d'ici fin juillet dans le cadre du rachat de Credit Suisse par UBS, affirme vendredi l'hebdomadaire suisse HandelsZeitung. Selon ses sources, le patron d'UBS, Sergio Ermotti, veut commencer «rapidement» les travaux, ajoute cet hebdomadaire spécialisé dans la finance, sans toutefois les citer. «La transformation commence: dans les prochains jours, plusieurs centaines de banquiers d'investissement de Credit Suisse vont recevoir une lettre de licenciement», ajoute l'hebdomadaire suisse alors que les questions autour des répercussions pour l'emploi de cette fusion continuent d'alimenter les rumeurs. Les chiffres qui ont circulé dans la presse ces dernières semaines évoquent environ 30.000 à 35.000 suppressions de postes au niveau mondial, rappelle le HandelsZeitung. Contactée par l'AFP, la banque UBS n'a pas fait de commentaire. Le 19 mars, UBS avait accepté de racheter son ex-rival pour 3 milliards de francs suisses (3,1 milliards d'euros à taux actuels) sous la pression des autorités suisses afin d'éviter sa faillite. Le rachat a été finalisé le 12 juin mais UBS n'a pas donné de détails depuis sur les suppressions de postes dans ce que Sergio Ermotti a décrit comme «le vol le plus difficile» de ce rapprochement. Fin 2022, les deux géants bancaires suisses comptaient ensemble environ 120.000 collaborateurs dans le monde, dont 37.000 en Suisse.

Mais les deux banques ont de nombreux doublons dans leurs activités, notamment dans la banque d'affaires, à l'origine d'une grande partie des déboires de Credit Suisse. L'ex-numéro deux du secteur bancaire helvétique avait notamment été secoué par l'implosion du fonds américain Archegos, qui lui avait coûté plus de 5 milliards de dollars. La semaine passée, UBS a accepté de déboursier 387 millions de dollars d'amendes pour la mauvaise gestion des risques concernant ce fonds, payant les pots cassés après le rachat de Credit Suisse. Ces amendes lui ont été infligées conjointement par la banque centrale américaine (Fed) et la Banque d'Angleterre, qui a imposé de lourdes pénalités après avoir constaté des «défaillances importantes dans la gestion des risques».

Les deux banques comptent également de nombreuses activités similaires dans la banque de détail en Suisse, où leurs agences se situent souvent à proximité les unes des autres. La banque de détail est en revanche considérée comme le joyau de Credit Suisse, notamment pour son expertise dans les activités destinées aux petites et moyennes entreprises.

MERCEDES-BENZ EQT

Le nouveau ludospace premium 100% électrique pour les amateurs de loisirs

Mercedes-Benz Vans a fermement ancré dans sa stratégie son aspiration à devenir le chef de file de la mobilité électrique et fait systématiquement passer toutes les séries de modèles à l'électrique.



Cela inclut une gamme de solutions de mobilité électrique propres à tous les segments, y compris celui des petits utilitaires et de leurs dérivés ludospaces. L'EQT Mercedes-EQ (consommation électrique moyenne (WLTP) : 18,99 kWh/100 km ; émissions de CO2 moyennes (WLTP) : 0 g/km) est un ludospace premium qui associe la polyvalence et les équipements haut de gamme de la Classe T aux avantages d'une propulsion 100% électrique. Le nouvel EQT Mercedes-EQ permet aux familles ainsi qu'aux amateurs d'activités de loisirs d'entrer dans l'univers tout électrique attrayant de la marque Mercedes. Ce ludospace premium électrique pourra être commandé dans un futur proche. En France, les tarifs de l'EQT démarqueront à environ 46 000 € TTC clés en mains (longueur standard). Grâce à la calandre Black Panel munie d'une étoile centrale et d'ailettes au profil dynamique, le nouvel EQT est immédiatement reconnaissable comme un membre de la famille Mercedes-EQ. Ce ludospace électrique allie des dimensions extérieures compactes et un grand espace utile. Dans le même temps, grâce à l'installation protégée et peu encombrante de la batterie dans le soubasse-

ment, avec un centre de gravité très bas, l'habitacle offre quasiment la même polyvalence et la même fonctionnalité que la Classe T à motorisation classique. En longueur standard, l'EQT mesure 4498 millimètres de long, 1859 millimètres de large et 1819 millimètres de haut. Une version à empattement long suivra cette année. Tout comme la Classe T, le nouvel EQT offre de nombreux avantages aux familles et aux amateurs d'activités de loisirs, facilitant ainsi leur vie quotidienne et leur conférant un haut niveau de confort. Parmi ces avantages, citons le seuil de chargement abaissé de seulement 561 millimètres, qui facilite le chargement d'objets lourds. Les portes coulissantes situées des deux côtés du véhicule offrent chacune une ouverture de 614 millimètres de large et de 1059 millimètres de haut. Cela assure un accès pratique à l'arrière, et le chargement peut avoir lieu de manière flexible depuis trois côtés, y compris depuis le hayon. La banquette arrière peut accueillir jusqu'à trois sièges enfant.

Moteur électrique à la pointe de la technologie

À l'occasion du lancement sur le marché, un moteur électrique présentant une puissance

maximale de 90 kW (122 ch) et un couple maximal de 245 newtons-mètres est disponible. La batterie lithium-ion de 45 kWh (capacité utile) se trouve dans un emplacement protégé contre les chocs dans le soubassement, devant l'essieu arrière. Au travail, à domicile ou sur les bornes de recharge publiques, l'EQT peut être rechargé facilement en courant alternatif (CA) à 22 kW à l'aide du chargeur embarqué. La charge est encore plus rapide au niveau des bornes de recharge rapide qui utilisent du courant continu (CC) en fonction de l'état de charge et de la température de la batterie haute tension. L'EQT est équipé FM HJ de série ?? d'un chargeur CC de 75 kW. Il pourra donc être rechargé de 10 à 80 % en 38 minutes. L'EQT se recharge à l'avant, sous l'étoile Mercedes. Ceci est très pratique, notamment lors de la recharge en ville, dans des places de stationnement exigües. L'EQT est également équipé de série d'une prise de recharge CCS ainsi que d'un câble de recharge CCS pour la recharge en courant alternatif (AC) et en courant continu (CC).

POUR LE RÉSEAU HYUNDAI

La marque Rayvolt a dessiné, conçu et produit une version exclusive de son vélo électrique « Next »

Hyundai Motor France s'est associé à la marque Rayvolt qui a dessiné, conçu et produit en Europe pour le réseau Hyundai une version exclusive de son vélo électrique « Next » issu de sa gamme « eXXite ». Ce partenariat va permettre au réseau Hyundai d'offrir une solution de mobilité additionnelle, douce et respectueuse de l'environnement.

Un vélo électrique urbain créé pour Hyundai

À l'instar des dernières nouveautés Hyundai, le vélo « Next » allie un design unique et futuriste à des technologies de pointe. Les VAE (vélos à assistance électrique) Rayvolt peuvent atteindre la vitesse de 25 km/h et se rechargent en partie grâce au rétro-pédalage. Au-delà de cette vitesse, l'assistance électrique se coupe automatiquement. Cette assistance est directement liée à une batterie dissimulée dans la tige de selle, optimisant les déplacements en ville. Avec 80km d'autonomie, « Next » répondra aux besoins quotidiens des clients les plus exigeants.

La version exclusive du vélo électrique « Next » créée pour Hyundai dispose d'une technologie avant-gardiste améliorant l'expérience utilisateur. Combiné à l'application Eiva et à l'accessoire RegenFit, le vélo « Next » peut se transformer en home trainer intelligent, permettant de s'entraîner chez soi tout en rechargeant la batterie. Différents niveaux de résistance existent pour adapter au mieux les entraînements. En extérieur, la fonction overboost permet d'accroître le degré d'assistance en cas de besoin. Disponibles dès ce mois-ci dans le réseau Hyundai, les « Next » seront des vélos de courtoisie, faisant office de véhicule de prêt pour les clients Hyundai désireux d'expérimenter de nouvelles formes de mobilité.

APRÈS LE BIGSTER !

DACIA promet deux nouveaux SUV

La gamme de modèles de la firme roumaine se compose actuellement de quatre modèles, qui s'agrandiront dans les années à venir à mesure que la marque pénétrera de nouveaux segments. Dans une interview accordée à FOCUS online, Xavier Martinet, Membre du Directoire Marketing et Commercial de Dacia, explique comment le constructeur compte encore se développer dans les années à venir. Martinet affirme que DACIA proposera des modèles à moteur thermique le plus longtemps possible, en s'appuyant sur des technologies respectueuses

de l'environnement telles que le GPL et les hybrides complets. "Nous continuerons bien entendu à proposer la Dacia Sandero. L'enjeu pour la Sandero n'est pas l'Euro 7, mais l'interdiction des moteurs thermiques en 2035. Lorsque la prochaine génération de la Sandero arrivera à la fin de la décennie, elle aura probablement des motorisations différentes. Ces technologies existent déjà au sein du Groupe Renault." Affirme le Directeur marketing ventes & opérations Dacia. En 2025, le premier SUV du segment C arrivera aux showrooms européens. Après

le Bigster, deux autres modèles de cette classe, basés sur la plate-forme modulaire existante CMF-B, suivront. Des véhicules d'une longueur de 4,60 mètres peuvent faire leur apparition, ces derniers seront animés par des groupes motopropulseurs hybrides ainsi qu'une technologie de traction intégrale. Sans oublier évidemment l'arrivée, l'année prochaine, sur le segment B, de la nouvelle génération du Dacia Duster, le modèle porte étendard de la firme de Mioveni. Avec ses nouveaux modèles, DACIA développera une gamme de modèles voiture

qui accentue l'image de la voiture bon marché. Aussi, le constructeur roumain introduira la nouvelle ligne d'équipement "Extreme" en tant que variante supérieure avec de nouvelles couleurs et de nouveaux matériaux sur tous les modèles. "Le message est clair : Dacia évolue mais reste fidèle à elle-même en matière de rapport qualité-prix", ajoute Xavier Martinet. Dans cinq ans, DACIA aura une offre plus importante, ainsi elle augmenterait significativement ses parts de marché dans le Vieux Continent, ainsi qu'ailleurs.

POUR GÉNÉRER DU CONTENU MALICIEUX

Des chercheurs ont piraté chatGPT et Bard

Des chercheurs américains viennent de démontrer qu'il est possible de facilement passer outre les sécurités de ChatGPT et de Google Bard pour leur faire générer des contenus dangereux, de la désinformation ou des discours haineux.

Depuis leur arrivée, les initiatives pour pousser les chatbot, comme ChatGPT et Bard, dans leurs tranchements ont été légion. Ainsi, au fil des dialogues, ChatGPT avait tendance à se révéler agressif et malveillant. De son côté, Bard semblait déprimé. Les deux étaient capables de dresser des contenus haineux et de la désinformation. C'est de cette façon que les éditeurs ont dû appliquer un certain nombre de filtres et « bridages » en attendant d'améliorer ces agents conversationnels. Malgré ces nouvelles mesures de sécurité, aux États-Unis, des chercheurs de l'Université Carnegie Mellon et du Center for AI Safety de San Francisco ont trouvé le moyen de détourner à la fois ChatGPT, Bard et même Claude pour générer des contenus préjudiciables. Dans leur étude publiée le 27 juillet, ils montrent qu'il est possible d'employer des méthodes assez simples pour contourner ces mesures de sécurité. Elles permettent alors de pousser le chatbot à générer des discours haineux et de la désinformation. Pour y parvenir, ils se sont contentés d'ajouter de longs suf-



fixes aux invites, c'est-à-dire les fameux « prompts ». Si certains suffixes peuvent être bloqués, ce n'est pas le cas de tous.

De simples suffixes difficiles à bloquer

Dans la description, il suffit que les suffixes demandent de faire le contraire de la commande dans des termes suffisamment vagues pour que cela ait pour effet de produire du contenu malicieux.

Ainsi, dans leurs exemples, les scientifiques montrent qu'ils ont pu obtenir des réponses sur la fabrication d'une bombe, des méthodes pour voler une ONG ou l'identité d'une personne ou encore de générer une publication de réseau social incitant les gens à conduire sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants. Pour les chercheurs, le souci est qu'il semble très difficile pour les éditeurs de corriger le tir. C'est

d'autant plus inquiétant que les IA reposant sur ces modèles gagnent de plus en plus en autonomie. Mal employés, les chatbots pourraient inonder Internet de contenus dangereux et de désinformation. Les scientifiques ont présenté leurs recherches à OpenAI et Google. Le premier a souligné qu'il œuvre en permanence à rendre les modèles plus robustes contre ce genre d'attaques dites « adverses » ou « inversées ».

CHATGPT CONNECTÉ À TOUT INTERNET

Alors, c'est mieux ?

Une fois connecté au Web, ChatGPT perd énormément de sa superbe. On se rend rapidement compte que dans ce contexte précis, il n'a pratiquement aucune utilité...

La nouvelle a fait grand bruit : En mai dernier, OpenAI a ouvert ChatGPT au Web. Il en résulte que, si l'on pose des questions relatives à des événements écoulés récemment, on n'est plus censé obtenir cette sempiternelle réponse : « En tant que modèle de langage, ma connaissance s'arrête en septembre 2021 (...) ».

L'opération était déjà possible grâce à certaines extensions telles que WebChatGPT, mais cette fois l'initiative vient de OpenAI et pouvait donc présenter un intérêt particulier.

Uniquement pour les utilisateurs de la version payante

Premier frein, seuls les abonnés à ChatGPT Plus - la version payante - ont droit à ce nouvel outil. Et, même pour eux, ChatGPT n'a pas rendu la procédure aisée. L'ouverture vers le Web n'est pas implicite : il faut le réclamer clairement, en premier lieu en demandant à y accéder dans les Settings

Demander et redemander...

Pourtant, même après avoir effectué ce paramétrage de base, l'affaire n'est pas gagnée. L'accès au Web ne fonctionne sur aucune requête que l'on a pu poser précédemment. Il faut donc en poser une nouvelle, mais avant cela s'assurer que l'option choisie est bien GPT-4 et que l'option Browsing est validée nouvellement. Sinon, ChatGPT revient à son mode par défaut. Nous allons vite comprendre pourquoi cette nouvelle fonction n'est pas davantage poussée sur le devant de la scène.

FACE À LA MÉFIANCE ANTI-IA
Le « père » de ChatGPT en tournée mondiale

De passage à Paris, nouvelle étape de sa tournée mondiale, Sam Altman, le patron d'OpenAI et créateur de ChatGPT, a adopté un ton conciliant, quelques jours après des propos polémiques à Londres. Sur la question de la régulation des intelligences artificielles génératives, il pointe des difficultés techniques.

En voyage dans le monde entier, le patron de la start-up la plus en vue du moment voulait sortir de sa bulle californienne. Ces derniers jours, les étapes européennes du « World Tour » de Sam Altman - comme le directeur général d'OpenAI appelle lui-même son périple à la façon d'une rock star - lui auront permis de savoir à quoi s'en tenir sur les questions de régulation. Le sujet est capital pour l'avenir de l'intelligence artificielle, de son entreprise et du phénomène ChatGPT dont l'entrepreneur de 38 ans est à l'origine.

« Nous prévoyons de nous conformer », a rassuré la nouvelle coqueluche de la tech lors d'une séance de questions-réponses avec des start-upper de Station F, l'incubateur de start-up emblématique de la French Tech, logiquement choisie pour l'escalade parisienne ce vendredi. Le message suivait une série de rencontres de haut niveau, notamment à l'Elysée avec Emmanuel Macron et son ministre de l'Economie.

Le MIT a réussi à créer un jumeau fonctionnel du cœur d'un patient

Des chercheurs du MIT sont parvenus à créer le jumeau fonctionnel imprimé en 3D d'un cœur humain. Il devrait permettre aux patients nécessitant une transplantation d'augmenter les chances de réussite de celle-ci.

Voici une nouveauté qui pourrait bien sauver des vies. Celles de patients devant bénéficier d'une transplantation cardiaque. Cette intervention reste l'une des plus risquées malgré les progrès de la médecine, car chaque cœur est différent, surtout lorsqu'il est malade. Le risque c'est qu'il faut composer avec l'organisme du patient qui s'est adapté à la pathologie. En conséquence, la transplantation d'un nouveau cœur peut engendrer des complications qu'il est difficile d'évaluer précisément. Pour les éviter, une équipe de cinq chercheurs du MIT a trouvé un moyen d'imprimer en 3D des cœurs fonctionnels. Il ne s'agit pas de les transplanter pour s'en servir de cœurs artificiels, mais plutôt de produire un jumeau imprimé en 3D doté des mêmes caractéristiques que le cœur du patient. Le cœur peut ainsi être configuré pour reprendre les défauts de celui du malade. Avec ce procédé, les chercheurs imaginent que le temps d'attente et les risques de rejet pourraient être considérablement réduits. Les médecins pourraient en effet réaliser des tests préalables pour déterminer comment optimiser la transplantation et augmenter les chances de succès.

Le jumeau d'un cœur imprimé en 3D

Les scientifiques ont publié un article dans la revue Soft Robotics le mois dernier pour décrire la fabrication de ce cœur. Dans un premier temps, ils procèdent par tomodensitométrie (TDM) pour numériser des images du cœur du patient afin de le modéliser en 3D. Ensuite, ils exploitent le modèle informatique pour imprimer en 3D avec une résine de photopolymère souple le ventricule gauche du patient et l'aorte. Reste à ajouter des manchons robotiques souples qui connectent l'ensemble à une pompe. Le mouvement de pompage du cœur est restitué en reproduisant celui du patient. Le débit sanguin, la pression, la taille, ainsi que la forme du cœur sont donc reproduits à l'identique. Ils peuvent même implanter des valves qui imitent celles utilisées pour élargir les artères d'un véritable cœur. Et cela fonctionne plutôt bien, car lorsqu'ils ont testé le cœur imprimé en 3D avec du sang artificiel, les chercheurs ont découvert que ces valves produisaient effectivement des résultats similaires à celles utilisées dans les cœurs humains.

Grille muette N° 1

Horizontalement

1 Tôt ou tard, il finit par être renversé. 2 Elle court sur le haricot. 3 Croit-il encore aux chances de son poulain ? 4 Pronom.- Sa traversée a été longue pour le poulain cité plus haut. 5 Gratte-fond.- Veut-il devenir calife à la place du calife ? 6 Fait l'actualité.- Les portes s'ouvrent à ceux qui en sortent. 7 Pour en sortir, il faut d'abord le retourner.- Bientôt retourné au pays ? 8 L'origine de la femme. 9 Annoncent la couleur.

Verticalement

1 Due à son supérieur. 2 Condition incontournable pour le défilé. 3 Ses coups sont redoutables quand il est renversé.- Leur nombre donne du poids dans la société. 4 Elle montre les dents, trois du moins... 5 Façon de tirer.- Hameau des hauts vu d'en bas. 6 Ce n'est pas la mer à boire.- Ce n'est pas non plus la mer à boire. 7 Quand on aime, on ne compte pas.- Mis en tension. 8 L'avenir de l'homme. 9 Retours à la case départ.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

	SENTIR LA GRAISSE	ACTION DE REPLIER	ÉTALAS	EXACT	FILS DE TONNERRE	DÉPLACÉE	EXPOSÀ À L'AIR	NÉGATION	ELLE A LE TITRE
SÉRIEUSEMENT									
REJETÉE									
SOLIDE PORTEUR								NÉGOCE DE TISSU	
ME RENDRAI					GREFFA				
					PLAT EN ESPAGNE				
PORTION D'UN TOUT				PIED D'ENFANT					
				VOCIFÉRÉ					
BRILLERA						VIENT D'AVOIR			
						DIT BONJOUR			
BIEN SOLIDES							QUAI DE HALAGE		
							JUGE RELIGIEUX		
AVANT J.-C.			GIVRÉ						PARTIE CONVEXE
			POSSESSIF						
QUI PARLE DU NEZ									
MOI EN LATIN				RELATIF AUX SONS					
PRÉNOM MASCULIN					ROULES				

BORDJ BADJI MOKHTAR

Un terroriste se rend aux autorités militaires

Un terroriste ayant rallié les groupes terroristes dans la région du Sahel en 2011, s'est rendu samedi aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, indique dimanche le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts services de sécurité de l'Armée nationale populaire, un (01) s'est rendu, hier 29 juillet 2023, aux autorités militaires du Secteur Opérationnel de Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire. Il s'agit du dénommé +Ouerti Nadjem Bentaher+ qui avait rallié les groupes terroristes dans la région du Sahel en 2011 », précise la même source.

« Ledit terroriste était en possession d'un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, deux (02) chargeurs et une quantité de munitions », ajoute le communiqué.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 31 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



SOLIDARITÉ

La société Madar envoie des aides aux sinistrés des feux de forêts



La société de management et développement des actifs et des ressources (Madar) a envoyé des aides aux familles affectées par les derniers feux de forêts enregistrés notamment dans les wilayas de Bejaia et Jijel, indique dimanche un communiqué de cette société.

Acheminées vers les zones les plus touchées dans ces deux wilayas, ces aides sont composées de produits alimentaires et de médicaments pour "répondre aux besoins urgents des familles touchées par ces incendies", note la même source. Madar affirme, dans le même cadre, son "engagement à contribuer, en collaboration avec les pouvoirs publics et les organisations humanitaires, dans le processus de reconstruction des régions touchées par ces incendies".

La Russie renforce sa marine avec 30 nouveaux navires



Le président Vladimir Poutine a passé en revue dimanche des navires de guerre et des sous-marins nucléaires dans sa ville natale de Saint-Petersbourg et a annoncé que la marine russe recevrait 30 nouveaux bâtiments cette année. Quarante-cinq navires, sous-marins et autres embarcations ont participé à la journée annuelle de la marine russe, une démonstration de puissance militaire qui se déroule traditionnellement dans le golfe de Finlande et sur la Neva à Saint-Petersbourg. Environ 3.000 marins ont également pris part à un défilé sur terre, a indiqué le Kremlin.

Vladimir Poutine, accompagné du ministre de la défense, Sergueï Choïgu et de l'amiral Nikolai Yevmenov, chef de la marine, a inspecté certains navires depuis une vedette sur la Neva avant de prononcer un discours.

"Aujourd'hui, la Russie met en oeuvre avec confiance les tâches de grande envergure de sa politique maritime nationale et renforce constamment la puissance de sa marine", a déclaré Vladimir Poutine. "Rien que cette année, 30 navires de différentes classes viennent s'ajouter à la flotte", a-t-il ajouté.

Il n'a fait aucun commentaire de fond sur ce que la Russie appelle son "opération militaire spéciale" en Ukraine. Quatre chefs d'Etat africains ont participé à l'événement de dimanche et cinq autres pays africains ont envoyé des représentants, selon le Kremlin.

Ils ont été invités à la suite d'un sommet Russie-Afrique qui s'est achevé vendredi à Saint-Petersbourg et au cours duquel les délégués ont discuté de l'approvisionnement en céréales et d'éventuels pourparlers de paix sur l'Ukraine.

R.I.

BAC ET BEM 2023

Tebboune honore les meilleurs lauréats

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche au Palais du Peuple à Alger, la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats aux examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen -BEM- (session juin 2023), en leur remettant des médailles, des cadeaux et des récompenses financières.

La cérémonie de distinction s'est déroulée au Palais du Peuple, en présence de hauts responsables de l'Etat et des membres du Gouvernement ainsi que des familles des lauréats honorés.

Le Président de la République a honoré le meilleur lauréat au baccalauréat au niveau national, l'élève Benkaddache Mohamed Lamine du lycée du Colonel Ali Tounsi de la wilaya de Relizane, qui a obtenu une moyenne de 19,50/20 dans la filière sciences expérimentales, suivi de l'élève Daachi Oussama du lycée Mohamed Cherif Amokrane de Tizi N'bechar (w. Sétif), avec une moyenne de 19,32 obtenue dans la même filière, puis de l'élève Helal Imène Fatma-Zohra du lycée Abdelmoumene de la wilaya de Saïda qui a décroché la 3^e place au niveau national, avec une moyenne de 19,32/20 dans la même filière.

Le Président Abdelmadjid Tebboune a également honoré l'élève Mohamed Lamine Chaouchi de la wilaya d'Alger, qui a obtenu son baccalauréat dans la filière des mathématiques avec une moyenne de 19,13, ainsi que l'élève Ines Sekfali dans la filière des mathématiques-techniques (Jijel), avec une moyenne de 19,12/20. L'élève Abdelwahed Bousaid de Naâma, inscrit à l'Ecole des Cadets de la Nation d'Oran "Martyr Hamdani Adda", dit "Si Othmane", ayant obtenu une moyenne de 19,02 dans la filière des Mathématiques a été également distingué par le Président



Tebboune.

Pour la catégorie des élèves aux besoins spécifiques, le Président de la République a remis une distinction à la lauréate Alaâ Menasria de Biskra (handicap moteur) qui a décroché la 1^{ère} place à l'échelle nationale dans la filière des Sciences expérimentales, avec une moyenne de 18,02. Par ailleurs, le Président Tebboune a honoré les meilleurs lauréats au BEM au niveau national. Il s'agit de l'élève Maria Mazouzi de la wilaya de Batna, qui a obtenu la moyenne de 19,95/20, suivie de l'élève Loucif Hanine (w. El Oued), avec une moyenne de 19,93, et des deux élèves Sami Nait Seghir de la wilaya d'Alger (19,92/20) et Adam Meghlali de Djelfa (19,92/20). L'élève Ziad Kedrez, inscrit à l'Ecole des Cadets de la Nation de Béjaia, ayant obtenu une moyenne de 19,42/20, a également été honoré par le président de la République qui a également remis une distinction à l'élève aux besoins spécifiques, Abdelwahab Negazi de la wilaya d'Alger, avec une moyenne de 12,04.

A cette occasion, le Président Tebboune a distingué les deux élèves lauréats de la médaille de bronze lors de l'Olympiade internationale de Mathématiques (OIM), organisée dernièrement au Japon, à savoir: Derrache Chemseddine Abdelali et Youcef Kénane du lycée de mathématiques "Mohand Mokhibi" à Kouba.

Lors de cette cérémonie, le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Braham Boughali, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, le président de la Cour Constitutionnelle, M. Omar Belhadj, le Général d'Armée Saïd Chagnegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le ministre de l'Education nationale, M. Abdelhakim Belaabed, ainsi que des membres du gouvernement ont également remis des distinctions à un nombre de lauréats aux examens du baccalauréat et du BEM.

A la fin de la cérémonie, le président de la République a pris une photo souvenir avec les lauréats honorés.

EDUCATION

1200 écoles primaires seront dotées de tablettes

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a indiqué que les préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire vont bon train. S'exprimant en marge de la cérémonie de distinction des lauréats du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM) de la session juin 2023, présidée par le Président Tebboune au Palais du Peuple (Alger), le ministre a révélé que 1200

écoles primaires seront dotées de tablettes numériques dès la prochaine rentrée scolaire. Il a précisé que son département œuvre à doter « au moins deux écoles par communes en tablettes numériques ». Par ailleurs, le ministre a insisté l'instauration et la généralisation de la matière de l'anglais dès la 4^e année primaire. Pour ce faire, le ministre a annoncé le recrutement de 4144 enseignants,

outre la distribution du manuel scolaire. En ce qui concerne l'éducation physique et conformément aux recommandations du président de la République, le ministre de l'Education a affirmé que l'éducation physique sera confiée à des enseignants spécialisés titulaires d'un baccalauréat dans la spécialité. A cet effet, 12 777 professeurs de sport seront recrutés dans l'enseignement primaire pour

hisser l'école algérienne au rang des systèmes éducatifs internationaux. A cela s'ajoute l'intégration de 62000 enseignants et l'élaboration du statut particulier de l'enseignant. Et le ministre de remercier le Président Tebboune pour toute l'attention et le soutien qu'il accorde au secteur de l'Education.

Synthèse R.N.

BMS

Des températures caniculaires sur des wilayas du Sud et de l'Est

Des températures caniculaires affectent depuis dimanche et jusqu'à mardi, plusieurs wilayas du Sud et de l'Est du pays, annonce un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la Météorologie (ONM). Cette vague de chaleur affectera ainsi les parties Sud d'El Bayadh, de Laghouat, de Djelfa, de Khenchela et de Tébessa, ainsi que l'Ouest de Batna et toute la wilaya de M'Sila, précise la même source, prévoyant des températures maximales oscillant entre 43 c et 45 c, et pouvant atteindre ou dépasser localement 46 C. Durant la validité de ce bulletin les températures minimales sur ces wilayas, placées en vigilance « Orange », se situeront, quant à elles, entre 30 C et 34 C. La canicule concerne également les wilayas de Ghardaïa (Est), Tougourt, El Oued, Biskra, Ouled Djellal et El M'Ghair, où les températures maximales attendues seront de 49 C et 50 C et les minimales entre 32 C et 38 C.

Du dimanche au mardi, la vague de chaleur affectera, par ailleurs, les wilayas de Bordj Badji Mokhtar, Adrar, Timimoun, In Salah, Béni abbès (Sud), Tindouf (Est), El Meniaa, Ouargla et enfin, Illizi (Nord). Les températures maximales y oscilleront entre 48 c et 49 c, et pouvant atteindre localement 50 C, lors que les minimales prévues se situeront entre 34 C et 39 C.